M 2485-82-3 F


# REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE EN FRANCE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL / N°84 AVRIL81 /3ff./30fb./2fs./0.70 cts. can.


# POLOGNE

## POUP - SOLIDARITE - WASHINGTON-MOSCOU

# LA BOURGEOISIE UNIE POUR ATTAQUER LE PROLETARIAT

*A l'heure où ces lignes sont écrites (samedi 28 mars), rien n'est tranché en Pologne. Les négociations entre Solidarité et le gouvernement sur les revendications mises en avant à la suite des violences policières de Bydgoszcz du 19 mars, se poursuivent sans qu'on puisse savoir avec certitude si elles vont aboutir à un compromis (ce qui semble cependant l'hypothèse la plus probable) ou à une rupture. Cependant, quel que soit le résultat de ces négociations, quelle que soit la suite des événements tant au niveau de l'attitude de la bourgeoisie que de la réponse de la classe ouvrière, l'évolution de la situation en Pologne jusqu'à aujourd'hui permet de mettre en évidence combien ce qui se passe dans ce paus n'est pas une péripétie locale mais trouve sa place dans un drame qui a le monde entier pour théâtre et comme protagonistes la bourgeoisie et le prolétariat de tous les pays.*

### l'est et l'ouest se donnent la main

■ S'il était encore besoin d'une preuve de la participation intensive des grandes puissances au maintien de l'ordre en Pologne, l'effervescence qui règne tant à Moscou que dans les principales capitales occidentales suffirait à ce rôle.

A Moscou, c'est à jets continus que l'Agence Tass et les autres institutions chargées de transmettre la pensée officielle dénoncent les "menaces" que font planer sur la Pologne "populaire et socialiste" les éléments "contre-révolutionnaires" du KOR et ceux qui tirent les ficelles de Solidarité. C'est de façon insistante que,depuis la capitale du "socialisme réel" et depuis les chefs-lieux de province de celui-ci, on réaffirme que la "communauté socialiste toute entière" est disposée à prêter main forte à la classe ouvrière de Pologne contre ces menaces.

SUITE PAGE 4

## CRISE ECONOMIQUE MONDIALE

# MOINS DE BEURRE PLUS DE CANONS

*Developpement des famines dans le Tiers-Monde. Pénurie et rationnement des biens de consommation dans les pays de l'Est. Baisse de la consommation et développement sans précédents du chômage dans les pays occidentaux, même les plus industrialisés : LA CRISE ECONOMIQUE MONDIALE S'ACCELERE.*

*Ce n'est pas la "nature" qui fait de plus en plus souffrir les hommes de misère. C'est la forme d'organisation sociale dans laquelle ceux-ci continuent de vivre. Mais "la crise" du système actuel, en plongeant le monde dans l'absurdité la plus totalitaire, crée les conditions pour son dépassement, poussant à l'unification des forces du prolétariat mondial, seules capables de dégager une perspective nouvelle pour l'humanité.*


ARMEMENTS....
RATIONNEMENT...
FILES DE CHÔMEURS...

■ "En Pologne, un nombre croissant d'enfants souffrent de rachitisme à cause du manque de lait."

Au moment même où les médias donnaient brièvement cette nouvelle, on apprenait, schémas et films à l'appui,que"les soviétiques" venaient de réaliser une extraordinaire réussite : la destruction d'un satellite militaire dans l'espace par un autre satellite. Quelques jours plus tard, c'était le tour des manoeuvres du Pacte de Varsovie en Pologne. Des millions d'hommes avec des centaines d'avions, d'hélicoptères, de chars, disposant de moyens techniques les plus sophistiqués, "s'exercent à la guerre" pendant que le gouvernement déclarait que le pays ne disposait plus que de douze jours de nourriture.

Dans la dixième puissance industrielle du monde, les ouvriers n'ont plus de quoi nourrir leurs enfants. A quoi sert donc le travail qu'ils fournissent tous les jours? A permettre à "l'armée du bloc" de mettre un satellite militaire en orbite tous les deux jours, à créer et entretenir un appareil militaire capable de tenir tête à celui des puissances occidentales.

En Chine,des provinces entières sont l'objet de famines meurtrières parce que les gouvernements qui ont su mettre au point la bombe atomique et les missiles porteurs n'ont pas prévu les moyens de faire face à des "catastrophes naturelles" telles que des sécheresses ou des pluies diluviennes.

Dans le"Nouveau Viet-Nam libéré", le nombre d'hommes en armes est aujourd'hui supérieur à ce qu'il était pendant la guerre contre les armées US (maintien d'armées d'occupation au Cambodge et au Laos) et la famine, qui a commencé à apparaître cette année, risque de se généraliser à toute la zone sous son contrôle.

Rationnement, queues aux magasins, marché noir, pénurie généralisée de tous les biens de consommation et surproduction de moyens militaires et de destruction, l'un conditonnant l'autre, dans ces pays,la crise économique mondiale se manifeste sous les traits qu'elle prenait en Europe Occidentale pendant les guerres mondiales.

Le développement de la concurrence internationale livrée à coups de bas prix des marchandises et d'intensification de la productivité, a rendu invendables sur le marché mondial, même en les bradant à des prix de dumping, la plupart des marchandises manufacturées non-militaires des pays de l'Est, produites encore avec des méthodes trop coûteuses et archaïques.

L'exacerbation des tensions de la concurrence économique s'accompagne toujours de celle des tensions militaires inter-impérialistes.

Accroître les dépenses militaites tout en se voyant de plus en plus rejetés du marché mondial, les Etats de ces pays saignent à blanc la population pour survivre dans la jungle barbare du capitalisme décadent.

Les travailleurs des pays de l'Est vivent de plus en plus dans une situation économique de guerre... sans guerre.

SUITE PAGE 2

# ELECTIONS : PLUS D'ILLUSIONS

lire p.2

## sommaire

CAMPAGNE ELECTORALE

# AVEC LA CRISE: PLUS D'ILLUSIONS! (TRACT)

CE TRACT N'EST PAS UN APPEL AU VOTE, LES ELECTIONS SONT UNE MASCARADE DONT LES OUVRIERS N'ONT RIEN A ATTENDRE, SINON MENSONGES ET VAINES PROMESSES, LA CRISE MONDIALE DU CAPITALISME, PAR CONTRE, EST UNE REALITE DONT IL NOUS FAUT COMPRENDRE TOUTES LES IMPLICATIONS, LA MISERE ET LES SACRIFICES QU'ELLE NOUS RESERVE COMME LES POSSIBILITES QU'ELLE OUVRE POUR NOTRE EMANCIPATION.

● La bourgeoisie ne se fait plus d'illusion sur ses possibilités de sortir le capitalisme de la crise mondiale dans laquelle il s'enfonce tous les jours plus vite, plus profondément. Aujourd'hui, la crise de son système, elle est fermement décidée à la faire payer directement aux ouvriers, à la faire payer cher. Elle le dit et elle le fait : plus de programme de "relance de l'économie" ; les temps sont aux "sacrifices"!

POURQUOI LES OUVRIERS SE FERAIENT-ILS ENCORE DES ILLUSIONS, QUAND LA BOURGEOISIE, ELLE, NE S'EN FAIT PLUS?

+ Sommes nous condamnés à toujours attendre, et en attendant, à être toujours plus exploités, humiliés, mutilés par cette société en décomposition? Et attendre QUOI?

Attendre qu'après avoir, jour après jour, pompé notre vie, écrasés sur la chaîne ou éjectés au chômage, on nous impose la seule perspective que "nos" gouvernements mettent aujourd'hui en avant, insidieusement ou directement, mais REGULIEREMENT : UNE AUTRE GUERRE MONDIALE?

+ Sommes nous condamnés au silence parce qu'une minorité prétend parler, penser et agir en notre nom? Quand, par exemple, au nom de la classe ouvrière, les syndicats et le PC voudraient rendre une partie des ouvriers responsable du malheur des autres ; quand les ouvriers immigrés sont présentés comme les responsables du chômage, de "l'insécurité" de la vie de ghettos des banlieues dans lesquelles on nous parque, de la misère croissante où la crise nous jette?

+ Dans cette crise, sommes nous condamnés à la passivité, A L'IMMOBILISME, à être le jouet des propriétaires et des patrons, sommes nous condamnés à n'être RIEN sinon chair à travail et puis chair à canon, alors que nous pouvons être TOUT, TOUS ENSEMBLE, parce que nous sommes l'immense majorité et que nous produisons tout?

Si aujourd'hui nous sommes encore passifs et silencieux, soyons au moins conscients dès maintenant que pendant tout ce temps où nous laissons la gauche et les syndicats parler EN NOTRE NOM et avancer les pires ignominies nationalistes et policières, la bourgeoisie, elle, se prépare ; et ce qu'elle prépare, ce n'est pas tant les élections que ce qui viendra après.

## CE QUE LA BOURGEOISIE PREPARE

Ce qu'on nous prépare, c'est une situation où le chômage sera tellement massif, la vie tellement dure pour tous les ouvriers que nous n'aurons pas d'autre choix que de REAGIR.

Ce n'est pas pour rien que "L'ORDRE" est le cri de guerre de toute la bourgeoisie, de droite et de gauche. Qu'importe les raisons invoquées pour renforcer l'appareil répressif, policier, judiciaire : l'"anti-terrorisme", "la sécurité du citoyen", "la lutte contre la drogue"...campagnes dont la mode passe et revient, un jour dans la bouche de Giscard, un jour dans la bouche de Marchais.

CE QUI EST IMPORTANT ET QUI RESTERA, C'EST LE QUADRILLAGE POLICIER SYSTEMATIQUE, ET CET ETAT D'ESPRIT QU'ON CHERCHE A CREER DU BON CITOYEN DOCILE, SOUMIS A "SON" ETAT ET A "SES" SYNDICATS.

Et ce cri, cet appel général à l'ordre n'est pas "électoraliste", ni pour Giscard, ni encore moins pour Mitterand et Marchais. Il est une semonce contre le monde ouvrier car il est le seul à pouvoir ébranler l'ordre.

La crise économique s'annonce aujourd'hui comme un raz de marée, capable d'ébranler les assises de cette société pourrie, tellement que ce n'est plus à travers les "combats électoraux" que les syndicats et la gauche se préparent à maintenir l'ordre social, mais c'est dans les usines, dans la rue, là où éclateront nécessairement les révoltes ouvrières; C'est à d'autres "Pologne" que la bourgeoisie se prépare.

Les élections, depuis longtemps, ne servent qu'à mystifier les exploités. Les véritables décisions de la bourgeoisie ne passent pas par le parlement. Elles apparaissent aujourd'hui de plus en plus pour ce qu'elles sont : une mascarade qui, à juste titre, n'intéresse plus grand monde. De toutes façons, les jeux sont faits : tous les partis, de droite comme de gauche, font tout leur possible pour que ce soit la droite qui passe, car c'est en restant dans l'opposition que la gauche sera la plus efficace pour saboter de l'intérieur les luttes ouvrières. Pour la gauche, fini le "Programme Commun", finie "l'Union", finis les "plans miracles" qui n'ont jamais été établis pour être appliqués, mais pour, pendant 10 ans, nous traîner d'élections en élections et nous berner.

Au moment où le chômage devient et va être de plus en plus un problème clé de la situation sociale, les campagnes du PC contre les immigrés n'ont d'autre but que de prévenir et de briser l'unité de la classe ouvrière qui va être poussée à réagir, cette unité dont elle aura tant besoin, cette unité qui seule peut lui permettre d'ouvrir une perspective.

LUTTER OUI! MAIS COMMENT, DANS QUELLE PERSPECTIVE?

La lutte des ouvriers en Pologne nous montre qu'un MOUVEMENT DE MASSE, GENERALISE, UNI, SOUDE, un mouvement pris en charge par CHACUN et developpé dans la SOLIDARITE DE TOUS, peut faire plier un des Etats les plus totalitaires et les plus répressifs du monde. Un tel mouvement qui ne demande qu'à déborder les frontières, soulève les consciences, anime la pensée, suscite la réflexion collective, OUVRE ENFIN UNE PERSPECTIVE face à la crise du capitalisme, contre sa perspective de guerre dans les pays de l'Est comme dans les pays de l'Ouest. C'est un autre monde qui se dessine, avec des hommes nouveaux, pour une autre vie.

La lutte des ouvriers en Pologne est, dans les faits, un appel à la lutte internationale du prolétariat. Nous pouvons demain élargir cette brèche que les ouvriers en Pologne ont ouverte.

## LA LUTTE "SYNDICALE" N'EST PAS LA LUTTE.

Les syndicats aussi nous appellent aujourd'hui à "lutter": à lutter contre la politique d'austérité de la droite. Par contre, ils ne nous appellent pas à lutter contre ce qui est à la base de cette austérité, non pas telle ou telle équipe politique mais le capitalisme en crise insurmontable, ni

SUITE PAGE 7

# L'ORDRE STALINIEN

*"Métro : la peur", titre Paris-Match, photos de gueules patibulaires de loubards à l'appui. Heureusement, la bonne police veille sur le citoyen contre ce prétendu déchaînement de la violence criminelle! TV, radio et journaux nous serinent à souhait les vertus de la police.*

*A l'avant-garde de ce matraquage idéologique quotidien : le PC. Sa dernière trouvaille : appeler la population à créer ses propres milices d'auto-défense.*

*Faisons confiance au PC pour mettre lui-même sur pied de telles milices. Et faisons lui confiance pour avoir un bon usage de cette "police populaire", en matière de répression, tous ces partis staliniens qui aspirent à une société policée et militarisée sur le modèle de l'Est, ont une longue expérience derrière eux :*

*-l'expérience de l'écrasement du mouvement révolutionnaire en Russie, la terreur stalinienne, les milliers de torturés et de disparus des procès de Moscou.*

*-Avant la guerre, c'est la République Espagnole du Front Populaire où siège le PCE qui écrase dans le sang en mai 37 la révolte ouvrière de Barcelone. C'est le Guépéou qui se chargera ensuite de la liquidation physique des anarchistes et de toute la direction du POUM ("Les fossoyeurs de la révolution sociale", ed. Spartacus).*

*-après la guerre, les "camarades ministres" sont au gouvernement, c'est le camarade Tillon, ministre de l'aviation d'un gouvernement qui mènera les bombardements de Sétif en 45.*

*Aujourd'hui, le PCF met sur pied des milices pour contrôler la population, pour que chacun devienne le flic de chacun. Bourreau de la révolution d'hier, bourreau de toutes les luttes ouvrières passées, n'ayons aucune illusion sur la répression des luttes que le PCF prépare. Nous le voyons déjà à pied d'oeuvre quand, sous les mensonges les plus divers, il attaque aujourd'hui une partie de la classe ouvrière que sont les immigrés, quand il les expulse de leur logements ou les livrent à la police comme récemment à Vaulx en Velin.*

*Les milices staliniennes, les ouvriers polonais et tous les ouvriers des pays de l'Est les connaissent ; ce sont les mêmes que le PCF nous prépare.*

*Oui, les partis staliniens sont bien des partis de l'ordre, de l'ordre capitaliste.*

# CRISE ECONOMIQUE

SUITE DE LA PAGE 1

## EST.OUEST:

## VERS LA GENERALISATION DES MEMES CONDITIONS DE VIE PAR LE DEVELOPPEMENT DE LA MISERE

● Dans les pays du bloc occidental, surtout dans les plus industrialisés d'entre eux, (Etats-Unis, Japon, Europe) la crise se manifeste, pour le moment, encore de façon plus atténuée que dans les pays du bloc soviétique. Mais ce décalage entre la "richesse occidentale" et la "misère guerrière" des pays "staliniens" tend à se combler de plus en plus rapidement.

En un an, de 1979 à 1980, les ouvriers anglais ont vu un demi-million d'entre eux devenir des "demandeurs d'emplois" et aux Etats-Unis, c'est un million et demi de travailleurs de plus qui sont tombés au chômage. A la fin de 1980, début 1981, dans les pays industrialisés de l'Europe, l'épidémie du chômage a commencé à connaître une aggravation sans précédents depuis la guerre.

En Janvier 1980, il y avait 8 millions et demi de "demandeurs" d'emploi dans le Marché Commun des 10, soit une population équivalente à la masse des salariés de tous les pays scandinaves réunis (Suède, Norvège, Danemark, Finlande, Islande.)

Ce qui est nouveau, ce n'est pas que le chômage augmente et que la consommation diminue. C'est la vitesse avec laquelle ils le font :

(voir graphique ci-contre)

Pendant le seul mois de février de 1981, le nombre de "demandeurs d'emploi" (nombre toujours inférieur à celui des chômeurs réels) a augmenté d'un demi-million. A ce rythme-là, il y aurait 6 millions de chômeurs de plus, dans un an, en Europe. En outre, le chômage est d'un type nouveau : ce ne sont plus essentiellement des jeunes qui viennent grossir les rangs des chômeurs, mais de plus en plus de travailleurs adultes, qualifiés et non-qualifiés.

Le capital a commencé à jeter dans la rue les travailleurs des plus puissants centres industriels et cela, DANS TOUS LES SECTEURS ET DANS TOUS LES PAYS.

Dans le secteur de l'automobile, après les travailleurs d'Italie, d'Espagne et de Grande-Bretagne, ce sont ceux de France et d'Allemagne qui sont frappés par les licenciements.

Le chômage "indemnisé" existe de moins en moins. Le capitalisme pouvait se payer ce luxe pendant les années de la reconstruction parce qu'il n'y avait pas de chômage important. Aujourd'hui, pour des millions de travailleurs, il devient de plus en plus un simple souvenir d'une époque révolue.

Dans un pays comme la France, la moitié des chômeurs ne touche pas un centime.

Les jeunes et les "conjoints" chômeurs vivent sur le revenu du parent qui reste au travail (quand il y en a un par chance), ce qui vient encore amputer le revenu familial déjà systématiquement réduit par l'inflation.

Au début 1981, toujours en France, 130 000 salariés arrivent chaque mois à la fin de leurs droits aux prestations. Le suicide de chômeurs désespérés, la mort de froid ou de faim, de sans-travail, ne méritent dans la presse que quelques lignes dans un entrefilet, tant cela devient fréquent.

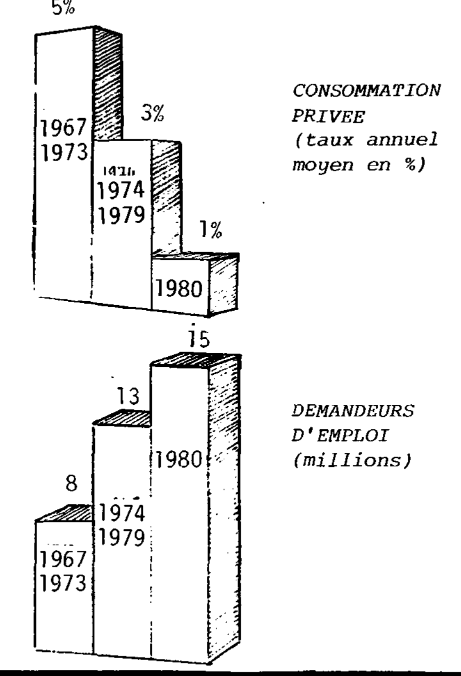
Et pourtant, LE VRAI CHOMAGE NE FAIT QUE COMMENCER.

Dans tous les pays industrialisés, les gouvernements , de droite comme Reagan, Barre et Thatcher ou de gauche comme Schmidt en RFA annoncent le même avenir : LICENCIEMENTS MASSIFS, REDUCTIONS DE SALAIRES, diminution des services sociaux, santé, éducation, lutte contre l'indigence.

Une seule dépense "publique" augmente : le SECTEUR MILITAIRE ET POLICIER

De plus en plus de canons, de moins en moins de beurre.

Comme un monstre mortellement blessé, le capitalisme mondial s'effondre en étranglant ses esclaves, en les affamant et en les faisant produire les moyens de l'auto-destruction de l'humanité.




# LA CRISE DOIT UNIFIER LA CLASSE OUVRIERE

Mais dans cette apocalypse barbare se forgent les conditions pour l'unification de la classe révolutionnaire mondiale.

Le prolétariat en Pologne ne peut aller tout seul jusqu'au bout du combat ouvert qu'il a courageusement et magnifiquement entrepris depuis maintenant près d'un an. Ce combat, ce n'est pas "le sien", c'est celui des prolétaires du monde entier. C'est une lutte gigantesque que seul le prolétariat mondial peut réellement assumer et avoir la puissance de réaliser.

Face aux nouvelles souffrances qu'impose aux exploités l'aggravation de la crise, les lamentations ne servent à rien. Il faut transformer la misère mondiale en révolution mondiale contre la misère.

R.V.

GREVE A LA R.A.T.P

# LES SYNDICATS POUSSENT AU DEGOUT DE LA LUTTE

● La suppression du deuxième agent sur toutes les lignes de la RATP (soit plus de 3000 postes de travail) qui signifiait pour les conducteurs d'autobus le cumul des fonctions de conduite, d'encaissement, de délivrance et de contrôle des billets n'a jamais été digéré. Le terrain était des plus propices à l'expression massive du mécontentement.



*LA SORTIE DES CREVISTES DU SIEGE DE LA RATP SOUS L'OEIL DES POLICIERS EN UNIFORME ET DU SERVICE D'ORDRE DE LA CGT, DONT LE TRAVAIL S'EST ADMIRABLEMENT COMPLETE POUR MUSELER LA LUTTE OUVRIERE.*

## L'INSECURITE C'EST LE CAPITAL

Mais, dans ce secteur, où, traditionnellement, l'influence syndicale est forte, et où la CGT, notamment, bénéficie d'un large contrôle, les syndicats ont pu dévoyer la colère avec le leurre du renforcement des mesures de sécurité, à la faveur d'une série d'accidents tant dans le métro que dans les autobus, ou à la SNCF, et de quelques agressions montées en épingle par les médias (sans que les statistiques puissent démontrer de sensibles augmentations d'agressions de conducteurs).

"La sécurité !Renforcer la sécurité!" braillent les syndicats. Assez de ces mensonges! Quelle autre forme de sécurité les prolétaires peuvent-ils attendre de la bourgeoisie que leurs "compagnies républicaines de sécurité" qui ont fait évacuer 15 dépots d'autobus occupés par les ouvriers dans la région parisienne et les ont investis?

Aucune, alors que le capitalisme s'avère quotidiennement incapable de leur assurer une "sécurité" - ni pour l'emploi, ni pour le niveau de vie, ni pour les conditions de travail.

Assez de ces illusions! Les syndicats avancent le leitmotiv : "protection contre les agressions de voyous". Déjà, c'était un battage syndical du même acabit sur la "nécessité d'assurer la sécurité contre les agressions dans le métro" qui a directement servi et cautionné ces dernières années la multiplication du quadrillage policier dans les stations ainsi que les contrôles d'identité systématiques réservés plus particulièrement aux immigrés et aux jeunes à cheveux longs dans le cadre de campagnes (contre la drogue, l'immigration clandestine ou contre la délinquance) où le PCF s'est illustré comme le porte-voix le plus acharné.

En ce qui concerne la RATP, le thème de la "sécurité" aura servi à une vaste opération syndicale préparée à l'avance (par exemple, à travers la grève de 24 heures du 12 février) pour manipuler une lutte depuis A jusqu'à Z. Ces grandes manoeuvres syndicales visaient plusieurs objectifs

## ECOEURER LES OUVRIERS

Ce n'est pas un hasard si les syndicats privilégient actuellement le secteur des services publics (RATP, SNCF, postiers, secteur hospitalier...) pour y multiplier des "actions" pseudo-radicales qui ne font que cultiver le caractère impopulaire de ces "luttes". C'est là le premier but : rendre les grèves impopulaires en tentant d'opposer les agents aux usagers.

On a vu ainsi durant une semaine des cortèges ballades d'autobus bloquant la circulation dans la capitale pendant des heures qui n'avaient pas d'autre fonction. Une lutte réelle, au lieu de pousser à l'hostilité des usagers et des autres travailleurs, se manifesterait nécessairement par d'autres moyens.

Une autre fonction essentielle de telles grèves est de tenter de décourager les grévistes eux-mêmes de la lutte. Si, autour du battage sur la sécurité, *c'est un terrain totalement piégé* pour la lutte ouvrière elle-même qui est mis en avant, c'est aussi la division entre secteur privé et secteur public qui est entretenu, c'est l'isolement et l'épuisement dans les cadres catégoriels et corporatifs qui est maintenu comme entrave à la conscience de l'unité ouvrière. C'est le *continuel déboussolement* et la *noyade* de la lutte sous les querelles syndicales. FO accuse la CGT d'avoir édifié une "véritable entreprise de démolition du service public", la CGT dénonce la CFDT "pour avoir pris le train de la lutte en marche après s'être opposé à son déclenchement et de faire de la récupération anti-cégétiste" et FO pour son"action la main dans la main avec la direction". En même temps, la direction de la RATP accomplissait l'autre partie du travail de sape : elle refusait toute négociation, expédiait des sanctions nominatives de mise à pied à l'encontre des grévistes, et faisait appel contre eux aux forces de police.

CETTE GREVE REPRESENTAIT ENFIN POUR LES APPAREILS SYNDICAUX L'OCCASION DE TESTER LEUR CAPACITE D'ENCADREMENT, ALORS QUE SE PREPARENT DES MESURES TRES DURES QUI VONT TOUCHER NON SEULEMENT LA FONCTION PUBLIQUE MAIS L'ENSEMBLE DE LA CLASSE OUVRIERE ET LE COEUR DE LA PRODUCTION AU LENDEMAIN DES ELECTIONS, où le rôle des syndicats au service de la bourgeoisie va s'avérer déterminant.

Sur ce point, les syndicats n'ont pu qu'être édifiés sur la précarité de leur contrôle. Cela a conditionné leur brutal changement d'attitude. Ils ont-CGT en tête- adopté d'abord des positions "dures" (occupation des dépôts) et poussé à une extension régulière du conflit. Entre le 13 et le 16 mars, le nombre des dépôts touchés par la grève est passé de 3 à 8, concernant 74 lignes sur lesquelles plus de 95% du trafic était affecté ; mais sur l'ensemble du réseau, il n'y avait que 25% de grévistes et 50% du trafic restait assuré. Malgré l'intervention de la police dans les dépôts, la tentative d'extension aux réseaux du métro, largement manipulée par chacune des deux grandes centrales syndicales, appelant à la grève deux jours différents, fut un échec : 10% seulement du trafic perturbé.

Le 18, la manifestation organisée par la CGT, rassemblant plus de 2000 personnes, parvenait au siège de la direction qui était occupé durant une heure. A l'arrivée de la police à proximité du local, la direction syndicale cherche à faire évacuer les lieux et se fait conspuer par les travailleurs qui font des difficultés pour obtempérer. Les grévistes doivent quitter les locaux entre une double haie de CRS et de flics syndicaux, mais la moitié d'entre eux refuse de suivre les consignes syndicales qui voulaient organiser une manifestation ballade, et retourne dans les dépôts.

C'est alors qu'en passe d'être débordés par "leurs troupes", les syndicats donnent un coup de frein brutal à "leur" grève. La grève est étouffée sous le prétexte de préparation de la "grève générale" de la fonction publique le 26 mars.

Que ce soit à travers leurs manoeuvriérisme dans les grèves, qu'ils n'hésitent pas à casser dès qu'elles échappent à leur contrôle, leurs impopulaires "actions" spectaculaires, leurs journées de "lutte" ou leurs "grèves générales de 4 ou 24 heures", ce que visent en premier lieu la gauche et les syndicats, c'est à écoeurer les prolétaires. Cette "opposition" qu'ils prétendent représenter n'est pas destinée à soulever l'enthousiasme pour les luttes qu'ils "entreprennent" et manoeuvrent, mais simplement à dresser un barrage contre toute réponse autonome des prolétaires. Leur but, c'est de faire croire qu'il n'y a pas d'autre alternative à la résignation passive devant les attaques de grande ampleur du gouvernement que le terrain électoral ou que ces manifestations syndicales stériles, que ces jours de grève perdus pour rien. Que le seul choix possible réside entre la droite et la gauche, pour mener une politique qui de toutes façons sera celle de l'austérité, entre le renoncement à la lutte et les fausses luttes syndicales qui ne peuvent aboutir, à force d'agiter du vent, qu'au même renoncement.

Que la classe ne laisse plus à personne d'autre qu'elle-même la tâche de mener ses luttes!

Y.D.

# «de lutte» ou «de base» le syndicalisme est toujours contre la lutte

● C'est au moment de la lutte des sidérurgistes de Denain et Longwy que le syndicat des métaux de Dunkerque va dissoudre la section CFDT d'Usinor et exclure une dizaine de militants. Cette mesure avait pour but d'éliminer quelques militants un peu trop indépendants et critiques à l'égard des options de la direction syndicale. A l'époque, la CFDT comme la CGT avait eu peur d'une extension de la lutte à Usinor-Dunkerque et avait préféré liquider des militants peu sûrs et peu contrôlables, certes liés à la tradition gauchiste mais n'appartenant pas au courant trotskyste. Une fois la lutte retombée, ces militants, loin de tirer la leçon de leur travail syndical ont cru bon mettre à profit les divergences et les rivalités d'appareil entre la CFDT et la CGT d'Usinor en adhérant à ce dernier syndicat afin d'y former ce qu'il faut nommer une fraction politique. Il faut ajouter que la CGT connaissait des difficultés internes et il est tout à fait probable qu'une frange de l'appareil CGT était prête à ce moment là à utiliser nos braves syndicalistes "de base" pour mener leurs propres magouilles bureaucratiques...

Aujourd'hui, jouant l'écoeurement et l'impossibilité de faire un "vrai" travail syndical dans la CGT, les mêmes militants plus quelques autres qui étaient restés en dehors de la CGT, influencés par les thèses anarcho-syndicalistes, ont décidé de créer le "syndicat de lutte des travailleurs"

Le nouveau syndicat précise qu'il est :*"pour la démocratie directe, c'est-à-dire pour que tous les travailleurs en grève élisent eux-mêmes parmi eux des délégués de lutte qui se coordonnent en comités de grève réunis en Assemblée générale. L'assemblée générale des travailleurs grévistes ayant tous les pouvoirs de décision sur la conduite de la grève et aussi de changer les délégués de lutte qui ne feraient pas ce qui a été décidé."*

Dans ces conditions, la première question qu'on peut se poser est POURQUOI un syndicat ?

Nous ne présumerons pas de la sincérité de ces militants, de leur volonté de "lutter", mais une telle initiative va à l'encontre de la véritable dynamique des luttes ouvrières.

Bien au contraire, ce syndicat d'usine qui se réclame de la "démocratie directe" ne peut que rendre plus difficile l'émergence d'organes unitaires de lutte, de comités de grève élus et révocables, d'assemblées générales, etc... Se proclamant de fait les "véritables représentants des intérêts immédiats des travailleurs", ces syndicalistes de "base" rééditent les vieux mensonges et les vieilles illusions entretenues justement par les syndicats qu'ils viennent de quitter. Les premières revendications mises en avant montre à l'évidence que le SLT est bien dans la continuité du syndicalisme : localisme, usinisme, économisme. Ainsi, la revendication de l'arrêt de la sous-traitance des travaux faits à Usinor est typique des revendications syndicales : elle tend à opposer les intérêts des ouvriers d'Usinor à ceux des entreprises sous-traitantes. La lutte contre les licenciements ne peut passer par la défense du corporatisme d'entreprise.

On ne crée par artificiellement des structures de défense des intérêts prolétariens, indépendemment de la lutte, du degré de conscience et d'organisation autonome de la classe ouvrière. Par ailleurs, toutes les luttes récentes démontrent que le contenu et la forme syndicaliste ne correspondent plus aux besoins de la lutte de la classe ouvrière. Depuis dix ans, tous les syndicats "autonomes" ou "de base" ont été rapidement récupérés par les appareils officiels ou ont dégénéré en de petites sectes gauchisantes localistes vivotant dans une ou deux usines.. Une organe unitaire de classe implique l'existence d'un haut niveau de lutte et la rupture avec les syndicats, cela ne peut pas être un cercle de militants gauchisants agissant à leur petite échelle comme n'importe quel autre syndicaliste du PC ou du PS.

Si elle subsiste, cette structure ne peut que devenir un panier de crabe déboussolant encore un peu plus ceux qui veulent se battre contre les syndicats "officiels" et renouer avec les positions révolutionnaires. C'est pourquoi nous ne pouvons que dénoncer une telle démarche néfaste aussi bien sur le plan de la lutte immédiate que sur le plan du travail politique révolutionnaire. Sur leur lieu de travail, les communistes ne peuvent perpétuer l'idée et la pratique qui consistent à se présenter comme le représentant, le défenseur, l'organisateur des ouvriers du rang, qui seraient par nature incapables de prendre leurs destinées en main. Les communistes révolutionnaires doivent combattre tous les aspirants bureaucrates qui flattent la passivité ouvrière parce qu'ils en vivent politiquement ! La rupture avec le syndicalisme c'est la rupture avec l'idéologie contre-révolutionnaire qui présente la classe ouvrière comme une classe impuissante, incapable de s'organiser spontanément dans sa lutte ! Mais si le prolétariat n'était pas capable de cela, pourquoi la bourgeoisie aurait-elle besoin de tous ses gardes - chiourmes syndicaux et de tous ses valets staliniens, socialistes et gauchistes ?

C.CR

# POLOGNE

SUITE DE LA PAGE 1

Pendant ce temps, à Bonn, Paris, Londres, Bruxelles, siège de l'OTAN, à Washington, on fait le plus grand cas des menaces "d'intervention extérieure" contre la Pologne et on réaffirme avec une belle unanimité que les pays occidentaux "tireraient toutes les conséquences" d'une telle "violation des accords d'Helsinki".

Est-ce-à dire que l'URSS s'apprête à envoyer les troupes du Pacte de Varsovie remettre de l'ordre en Pologne? Est-ce-à dire que l'occident est prêt à employer tous les moyens à sa disposition pour empêcher une telle action?

Il est clair qu'une intervention massive des troupes du bloc de l'Est ne peut pas être exclue en toutes circonstances. L'événement n'est pas nouveau (Hongrie 56, Tchécoslovaquie 68) et on peut même affirmer que si les autorités polonaises étaient réellement menacées, elles seraient secourues et même éventuellement remplacées par les forces policières et militaires de l'URSS. Cependant, la situation présente est bien différente de celle de la Hongrie 56 ou de la Tchécoslovaquie en 68. Dans ces deux derniers cas, les autorités en place étaient en train de prendre leurs distances avec le bloc russe, ce qui n'est absolument pas le cas des autorités polonaises qui ne perdent pas une occasion d'affirmer leur fidélité à l'URSS. Par ailleurs, les événements de Hongrie et de Tchécoslovaquie étaient bien différents de ceux de Pologne, tant du point de vue de leur contenu que du point de vue du contexte dans lesquels ils prenaient place.

En effet, en Tchécoslovaquie, il n'y avait pas eu en 68 de mobilisation ouvrière autonome, ce qui garantissait une remise en ordre relativement facile puisqu'était exclue de la scène la seule force qui aurait pu opposer une réelle résistance à la répression. En Hongrie, la classe ouvrière était bien plus mobilisée, mais, d'une part, elle était considérablement mystifiée par le poison nationaliste et démocratique (cf. son appui à Imre Nagy) et, d'autre part, ce qui était en bonne partie la cause de ces mystifications, l'ensemble de la classe ouvrière européenne et mondiale était encore sous la botte de la contre-révolution, donc incapable de réagir au massacre des ouvriers hongrois.

Telle n'est pas la situation en Pologne où la plus grande lutte menée par le prolétariat depuis plus d'un demi-siècle prend place dans un contexte de reprise des luttes ouvrières à l'échelle mondiale, y compris dans les pays où la contre-révolution avait été le plus loin : ceux qui se prétendent "socialistes".

Une intervention des troupes du pacte de Varsovie en Pologne aujourd'hui se heurterait donc à bien plus de difficultés qu'en 56 ou en 68.

En premier lieu, une telle intervention devrait mobiliser au moins un million d'hommes (en 68, il y en avait 500 000 pour envahir un pays trois fois moins peuplé que la Pologne actuelle) qui seraient en partie retirés des avant-postes du bloc de l'Est face à l'occident (RDA, Tchécoslovaquie, Hongrie) ce qui affaiblirait d'autant, et pour une longue période, la capacité militaire d'un camp oriental déjà engagé en Afghanistan. Par ailleurs, la désorganisation qu'une arrivée des troupes des "pays frères" provoquerait dans l'économie du pays (la rumeur court que, en vue d'une telle éventualité, les mineurs de Silésie sont prêts à noyer leurs puits, que les ouvriers de Gdansk ont miné les chantiers navals) ainsi que dans les communications entre l'URSS et la RDA, serait un facteur supplémentaire d'affaiblissement du bloc de l'Est à une époque où s'exacerbent les tensions impérialistes. Mais le danger le plus grand couru par le capitalisme serait que l'intervention ne donne le signal à des luttes sociales massives dans les pays de l'Est et par contre coup également en occident.

EN D'AUTRES TERMES, CE QUE CRAINT A JUSTE TITRE LA BOURGEOISIE RUSSE, C'EST QUE SE GENERALISENT LES LUTTES OUVRIERES qui ont ces derniers temps secoué la Roumanie (été 80), la Tchécoslovaquie (Ostrawa en août 80), la RDA (automne 80, notamment à Magdebourg) et même l'URSS (avril 80 : Gorki et Togliattigrad; été 80 : Vorkouta), que se reproduisent à une échelle bien plus vaste les mutineries qui ont secoué l'armée "rouge" dans la région de Kaboul l'année dernière.

Pour l'ensemble de ces raisons, les déclarations menaçantes de l'Agence Tass, de même que la publicité faite autour des présentes manoeuvres du Pacte de Varsovie, si elles peuvent participer des préparatifs idéologiques d'une éventuelle intervention future ont bien plus pour fonction présente de dissuader de lutter les ouvriers de Pologne mais également ceux des autres pays du bloc oriental.

Et c'est dans cette manoeuvre d'intimidation qu'intervient directement tout le remue-ménage provoqué dans les capitales occidentales et en premier lieu à Washington où vient d'être créé à grand renfort de publicité un "Etat-Major de crise" spécialement "chargé" de suivre la situation en Pologne.



A LA SUITE DES VIOLENCES POLICIERES, LES MANOEUVRES DU SYNDICAT SOLIDARITE S'EMPLOIENT A STERILISER LA COLERE ET LA DETERMINATION DES OUVRIERS DE POLOGNE.

En effet, les menaces proférées par l'URSS, la Tchécoslovaquie, la RDA, et maintenant même par la Hongrie, n'ont pas beaucoup de succès auprès des ouvriers polonais, qui ont pris comme bonne habitude de ne pas croire un mot de la propagande officielle. Par contre, dans la mesure où ils ont bien plus confiance dans les informations données par "Radio Europe Libre" et la BBC, ils risquent davantage de croire à cette menace si elle est évoquée avec insistance par l'occident. Le scénario qui avait déjà servi fin novembre 80 face à la mobilisation ouvrière contre l'arrestation de deux militants de "Solidarité" et dans lequel Carter avait multiplié les mises en garde à l'URSS contre toute velléité d'intervention se renouvelle donc aujourd'hui face à une nouvelle poussée prolétarienne avec comme chef d'orchestre Reagan et la participation beaucoup plus active des choeurs occidentaux.

Ainsi, face à la menace que représente pour le capitalisme mondial la persistance des luttes ouvrières en Pologne, les grandes puissances se partagent le travail : à l'URSS revient le rôle de "méchant croquemitaine", qui va sévir brutalement si on ne lui obéit pas, aux USA et à ses alliés le rôle du "gentil" qui distribue des vivres aux populations affamées (c'est un prêt de 10 milliards de dollars, soit presque la moitié de sa dette, que demande la Pologne aux occidentaux) pour que leur révolte n'aille pas trop loin et qui se charge de convaincre les ouvriers que leur intérêt est d'arrêter leur lutte.

Mais ce n'est pas seulement à l'échelle internationale que les divers secteurs de la bourgeoisie se partagent le travail. C'est également à l'intérieur que s'opère une telle distribution des rôles.

## le poup et solidarité se partagent les tâches

Nous avons souvent analysé dans notre presse de quelle façon dans les pays occidentaux les divers secteurs de la bourgeoisie se partagent le travail pour faire payer au prix fort la crise aux exploités. La droite au gouvernement se charge de mener directement l'offensive anti-ouvrière, la gauche dans l'opposition manoeuvre pour immobiliser le prolétariat face à cette attaque.

En Pologne, la bourgeoisie a repris à son compte cette politique : au POUP (qui, par la haine que lui portent les ouvriers et par les privilèges que se partagent ses dirigeants, est comparable à la droite de l'occident) revient le rôle de mettre en oeuvre une austérité sans précédents, de conduire la répression, à "Solidarité" revient celui de canaliser et de contenir le mécontentement ouvrier.

Il est clair que l'analogie entre ce qui se passe en Pologne et ce qui se passe en occident ne peut pas être poussée dans tous les détails. Par exemple, c'est une ironie de l'histoire qui attribue à un parti "ouvrier" et "communiste" les habits de la "droite" alors que ceux de la "gauche" sont portés par une organisation dirigée par un Walesa, ami intime du cardinal primat d'une des églises les plus conservatrices du monde. Plus généralement, si les pays occidentaux avancés s'accommodent fort bien d'un partage des tâches entre des forces politiques au gouvernement et des forces politiques dans l'opposition, partage auquel ils ont été préparés par des décennies de fonctionnement des mécanismes "démocratiques" au sein duquel s'est épanoui leur développement capitaliste, les pays d'Europe de l'Est, comme d'ailleurs l'ensemble des pays au capitalisme faible, ou tardif, éprouvent par contre les plus grandes difficultés à mettre en place un tel jeu.

En Pologne, la poussée de la classe ouvrière a contraint les équipes gouvernementales d'accepter l'existence d'une opposition, mais les soubresauts auxquels on a assisté depuis le mois d'août, notamment les règlements de compte et les divisions au sein du POUP, illustrent bien avec quelle difficulté un régime où règne le capitalisme d'Etat sous sa forme la plus achevée s'accomode mal des formules politiques en vigueur dans les pays occidentaux.

Ce n'est "qu'à chaud" que cette politique a pu s'imposer, ce qui en réduit l'efficacité face à la lutte de classe, comme on peut le voir aujourd'hui.

Cependant, malgré toutes les différences pouvant exister entre les situations qui prévalent dans les diverses régions du monde, c'est bien un même type de politique qui est mis en oeuvre par la bourgeoisie là où une classe ouvrière concentrée secoue, face à la crise, le joug de l'exploitation ou s'apprête à le faire. Ainsi, il ne faudrait pas surestimer les divisions existant à l'heure actuelle au sein de l'équipe dirigeante en Pologne ou entre celle-ci et celle de Moscou. Si de telles différences peuvent se manifester entre, d'un côté une bourgeoisie nationale d'abord préoccupée par les problèmes qu'elle affronte à l'échelle de sa zone d'influence et le chef de file du bloc qui doit prendre en compte les problèmes qui se posent à l'échelle de la sienne (de telles différences se manifestent également aujourd'hui entre les USA et la RFA), si elles se manifestent également au sein même des équipes gouvernementales (comme en France entre Chirac et Giscard), c'est plus d'un partage des tâches qu'il s'agit que d'une réelle division.

En Pologne, il existe bien peu de différences entre le "dur" Olszowski (un ancien "libéral") et les "modérés" Jaruzelski et Kania (respectivement chef de l'armée et responsable des forces de repression depuis une dizaine d'années).

En réalité, face à la nécessité pour le gouvernement polonais, à la fois de lancer des "ballons d'essai" en vue d'intensifier la répression et à la fois de négocier quand la riposte ouvrière est trop forte, ces deux tendances prennent tour à tour le devant de la scène quand c'est l'une ou l'autre tâche qui est d'actualité. De même, les désaccords qu'on se plait à souligner entre Moscou et Varsovie (on a fait beaucoup de publicité sur la semonce qu'auraient reçue à Moscou les dirigeants polonais à la suite du 26ème congrès du PCUS) ont surtout comme fonction d'accréditer l'idée que ce n'est pas de gaîté de coeur que l'équipe gouvernante polonaise "renverse le cours des événements", mais qu'elle y est contrainte et forcée par le "grand frère" : il est donc inutile que les ouvriers polonais tentent de s'opposer sur place à une politique qui vient d'ailleurs.

Mais, comme en Occident, c'est fondamentalement entre les forces gouvernementales et les forces d'opposition qu'existe la division du travail contre les luttes ouvrières. Cela fait déjà des mois que le syndicat "Solidarité", notamment grâce aux déplacements incessants de son président Walesa, joue, en s'appuyant sur la confiance qu'il conserve auprès des ouvriers, le rôle de pompier de l'ordre social. Il y a moins de deux semaines, c'est avec un certain cynisme que Walesa avait dit tout de go aux ouvriers d'Ursus prêts à faire grève : *"Bon, tout le monde le sait... je suis venu ici pour arrêter la grève"*. Au cours de la crise présente, on a pu constater également avec quelle habileté la commission nationale de "Solidarité", à la suite de son président, et malgré la réticence des délégués venant des secteurs les plus combatifs, a réussi à reporter d'une semaine l'éventuelle grève générale illimitée que la majorité des travailleurs était prête à engager immédiatement après les violences policières de Bydgoszcz. Ce délai laissait le temps aux autorités de préparer une réponse appropriée à la mobilisation prolétarienne, de même qu'il avait le "mérite" de laisser retomber un peu la colère des ouvriers que "Solidarité" a pris soin de laisser s'exprimer par la grève de 4 heures du 27 mars.

Comme en Occident également, la politique de sabotage des luttes par les syndicats, qui trouve sa meilleure expression dans les appels à la défense de "l'économie nationale" aussi chère à un Séguy qu'à un Walesa qui ne cesse de proclamer qu' *"un polonais peut toujours s'entendre avec un autre polonais"*, a besoin pour être efficace de discours radicaux. Et Walesa ne s'en prive pas quand ils n'engagent rien de concret. Ainsi aux mêmes ouvriers d'Ursus qu'il avait démobilisés quelques jours avant, il déclare le 27 mars, pendant la "grève d'avertissement" : *"Solidarité est fermement décidé à lutter jusqu'au bout... si nous reculons aujourd'hui, nous en reviendrons rapidement à ce qu'il y avait auparavant... nous ne voulons pas de retour en arrière"*. De même, c'est la radio et la télévision officielles qui ont permis à Walesa de se refaire une image radicale, qui lui sera indispensable plus tard pour calmer les ouvriers, en retransmettant sa déclaration à la première séance de négociation le 25 mars dans laquelle on l'entend dire : *"Nous ne reculerons pas. Nous allons attendre que nos demandes soient satisfaites... Nous n'avons pas d'autre choix."*

Ainsi, parfaitement consciente de l'utilité d'une image "radicale" pour "Solidarité", les autorités polonaises ne lésinent pas sur les moyens, comme d'ailleurs les autorités de l'URSS, dont les dénonciations du syndicat polonais et de son leader sont les bienvenues pour renforcer cette image.

## quelle riposte pour la classe ouvrière ?

C'est, comme nous l'écrivions dans la "Revue Internationale" du CCI n°25, "de façon mondiale que la bourgeoisie fourbit son offensive. Cette classe a tiré les leçons du passé. Elle sait que, face au danger prolétarien, elle doit faire preuve d'unité et de coordination de son action, même si celle-ci passe par un partage des tâches entre différentes fractions de son appareil politique. Pour la classe ouvrière, la seule issue réside dans le refus de se laisser piéger par les chausse-trappes que lui tend la classe dominante, et d'opposer sa propre offensive de classe à l'offensive bourgeoise :

- face au partage des tâches entre droite et gauche, rejet en bloc de ces deux forces du capital ;
- face à l'intimidation et au chantage à la répression, lutte résolue la plus large possible : seule la menace d'une riposte massive du prolétariat peut arrêter la main criminelle de la bourgeoisie ;
- face au sabotage des luttes par les partis de gauche et les syndicats, auto-organisation de la classe et extension de ces luttes ;
- face à la prise en charge à l'échelle internationale de l'offensive anti-ouvrière de la bourgeoisie, extension des luttes à l'échelle internationale, seule capable d'éviter un écrasement par paquets du prolétariat mondial.

Plus que jamais est à l'ordre du jour le vieux mot d'ordre du mouvement ouvrier : "PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !".

F.M.

## «PUTSCH» EN ESPAGNE

*l'amorce d'un nouveau 1936 espagnol ?*

*"HEGEL FAIT QUELQUE PART CETTE REMARQUE QUE TOUS LES EVENEMENTS ET PERSONNAGES HISTORIQUES SE REPETENT POUR AINSI DIRE DEUX FOIS. IL A OUBLIE D'AJOUTER : LA PREMIERE FOIS COMME TRAGEDIE, LA SECONDE FOIS COMME FARCE".*

*(Marx: "Le 18 Brumaire..."*

# 1936 : UNE TRAGEDIE
# 1981 : UNE FARCE

● Qu'en est-il de l'espèce de putsch militaire du 23 février en Espagne ? En réalité, il ne s'agit ni plus ni moins que d'une nouvelle manigance d'Etat, dans le moule de celles de Bologne, de Munich, de la rue Copernic à Paris, et d'Anvers. Même scénario de fond avec les mêmes effets immédiats : vaste campagne de "solidarité nationale" contre une prétendue attaque menaçant soudainement la démocratie.

Il serait vain de savoir à quel point les hauts responsables militaires, le roi lui-même et le gouvernement étaient au fait de ce qui se tramait en détail dans les cercles franquistes de l'armée. Il serait impossible d'arriver à connaître jusqu'à quel degré ils ont laissé faire les choses tout en coupant l'herbe sous les pieds des rebelles de l'armée. Mais il n'est pas possible d'imaginer que les services secrets du haut Etat-major aient pu être dans l'ignorance des agissements activistes d'un cinglé du calibre de Tejero. En fait, plus les avantages que tire du putsch la bourgeoisie deviennent évidents, plus on est incité à estimer que dès octobre, à l'époque de la démission de Suarez du gouvernement, les intentions, sinon les plans de putsch étaient connues dans toutes leurs ramifications, depuis le général Armada jusqu'au général Milans del Bosch. La lamentable issue de l'équipée soldatesque du lieutenant-colonel Tejero, véritable dindon de la farce dans l'histoire, traduit une évidente préparation de l'Etat au putsch et une manipulation plus ou moins grande de ses protagonistes. Le fait même que l'irruption de Tejero dans la salle des Cortes à Madrid se soit passée en direct à la télévision, indique la maîtrise de l'Etat sur l'événement. Un train en cache un autre, dit l'adage : le coup d'Etat raté de Tejero-Del Bosch masque en réalité la réussite du véritable coup de l'Etat bourgeois espagnol.

A cette vision des faits, certains rétorqueront sans doute que nous le prenons un peu à la légère avec le facteur franquiste pesant au sein de l'Etat bourgeois. La presse bourgeoise a esquissé un parallèle avec le 1936 espagnol, érigeant sans trop en avoir l'air, Tejero et Milans Del Bosch en nouveaux Franco et Queipo de Llana. Ce poids franquiste existe, et il est de parfaite notoriété qu'un Milans Del Bosch est un fier défenseur de la tradition du pronunciamento.

La question n'est cependant pas là. Il s'agit de ne pas être en retard sur la bourgeoisie et de bien comprendre une fois pour toutes que nous ne sommes plus en 1936. Par rapport au 17 juillet 1936 qui fut autrefois le déclencheur des trois ans de guerre impérialiste en Espagne, la situation mondiale est profondément différente. Tout d'abord l'Espagne ne se trouve pas aujourd'hui au centre immédiat des tensions inter-impérialistes. Mais surtout, la situation de la bourgeoisie et du prolétariat vis-à-vis l'un de l'autre est complètement changée. 1981 a ceci d'essentiellement différent d'avec 1936 que la classe ouvrière n'est plus cette classe mondialement vaincue par la contre-révolution, qu'elle était dans les années 30. C'est justement parce que la bourgeoisie prévoit la montée de la lutte ouvrière mondiale, inévitable réponse à l'aggravation dramatique de la crise capitaliste, qu'elle connait l'inadaptation d'une dictature militaire contre le prolétariat, en proscrit toute éventualité et échaffaude des pseudo- putsch du 23 février. Non, nous ne sommes plus en 1936 !

De même que la démocratisation en Espagne avait signalé l'impuissance du franquisme à affronter la résurgence de la lutte ouvrière, de même l'opération du 23 février traduit réellement l'épuisement des capacités à controler la classe ouvrière de la politique conduite depuis 1974, qui comportait une association plus ou moins formalisée des partis de gauche au char de l'Etat. Le temps du pacte de la Moncloa est bien fini, voilà une des significations majeures du 23 février.

Aujourd'hui l'Espagne confirme une tendance bourgeoise s'opérant à l'échelle mondiale, de Pologne en Grande-Bretagne ou en France. Pour faire front aux nouveaux bonds prévisibles de la lutte ouvrière, il faut aux forces politiques bourgeoises, de la droite au PC, un meilleur partage du travail entre elles. Il faut, au pouvoir une droite plus autoritaire, plus musclée, et, dans l'opposition, une gauche plus ouvrièriste et plus radicalisée pour ainsi tenter d'enserrer la classe ouvrière dans les mâchoires de cette tenaille.

C'est exactement à cela qu'a correspondu le coup du 23 février. Un mois après, les résultats de ce complot d'Etat ne font plus de doute :

- renforcement du pouvoir central autour de la personne royale. Réarmement de l'Etat (lois anti-terroristes, etc) qui rassure l'armée tout en permettant de marginaliser les franquistes trop indécrottables. Le putsch du 23 février visait en partie à rendre l'armée plus maniable, étant bien évident que l'armée est absolument nécessaire à toute démocratie bourgeoise.
- renforcement de l'orientation à droite du gouvernement, le putsch apportant sur un plateau au nouveau premier ministre, Calvo Sotelo, les voix du parti de droite ("Alliance Populaire") qui lui faisaient auparavant défaut. Dans le même temps, le véto de l'armée faisant mettre en sourdine certains projets d'alliance centre-gauche avec le PS, apparus dès avant le départ de Suarez, contribue à faciliter le déportement de la gauche dans l'opposition.

C'est évident que la mascarade du putsch illustre la crise politique de la bourgeoisie espagnole. Mais la manoeuvre du 23 février est justement là pour rappeler au prolétariat la leçon du danger qu'il y aurait à sous estimer la force et l'intelligence de la bourgeoisie. La perspective de la crise détermine, à terme, le nécessaire affaiblissement de l'appareil politique bourgeois. Mais aujourd'hui, la bourgeoisie, en Espagne et à l'extérieur, a bien raison de dire que la démocratie sort renforcée du 23 février 1981.

Une des forces majeures que la bourgeoisie tire de son pseudo-putsch militaire, c'est sa capacité à brandir l'épouvantail de l'intervention de l'armée pour intimider la classe ouvrière et tenter de lui faire prendre peur de sa lutte. Il y a d'ailleurs bien là la preuve pour le prolétariat mondial que c'est la force de manoeuvre de toute une bourgeoisie mondiale qu'il aura à affronter, tant aujourd'hui, l'exemple de la Pologne, du Salvador, à côté de celui de l'Espagne, révèlent les mêmes recours de la bourgeoisie à l'intimidation militaire et au chantage de la peur de la lutte contre le capitalisme.

Démocratie ou répression militaire, telle est l'alternative fallacieuse dans laquelle la bourgeoisie, de la

*SUITE PAGE 7*

## LES USA AU SALVADOR :

# UNE MENACE QUI S'ADRESSE AU PROLETARIAT

*Chaque jour apporte au Salvador son cortège de morts. Les conseillers militaires américains sont là pour organiser systématiquement le massacre. Les journalistes sont là pour lui donner la publicité maximum. Le massacre au Salvador n'est certainement pas le produit de la seule situation de ce minuscule pays d'Amérique Centrale, mais la concrétisation choisie par le gouvernement Reagan pour manifester son entrée sur la scène politique internationale et illustrer les nouvelles orientations de la politique étrangère américaine.*

● Au Salvador, on voit se réaliser concrètement la "doctrine Reagan" de soutien à des gouvernements "musclés" et de "lutte contre la subversion". L'heure n'est plus à de nouveaux Nicaragua où, par social-démocratie internationale interposée, les USA avaient laissé accéder au pouvoir les partis de gauche. Aujourd'hui les USA ne parlent plus des "droits de l'homme", mais prêchent la croisade "contre le terrorisme international fomenté par l'URSS". En réalité, ce n'est pas tellement l'URSS que vise cette politique car cette puissance a des moyens limités en Amérique Latine même si elle ne répugne pas à favoriser l'instabilité dans les chasses gardées de l'adversaire américain. La véritable "subversion", le réel "terrorisme", ce sont ceux que représente la lutte de classe sur le continent américain.

Reagan est très clair pour annoncer que son aide à la Junte qui gouverne de façon sanglante le Salvador dépasse en portée le cadre de ce pays et le type d'affrontements qui s'y déroulent. La guerilla populiste qui agit dans ce pays n'est pas plus dangereuse pour l'impérialisme américain que celles qui ont existé par le passé dans d'autres pays d'Amérique Latine. Cuba est resté une exception et l'appartenance de ce pays au bloc russe ne menace pas les USA. Par contre, ce qui inspire une crainte certaine à la bourgeoisie américaine, c'est le développement de luttes de classes comme celles des années passées au Brésil par exemple, et qui ne sont pas une spécialité réservée à des pays "exotiques" mais une "déstabilisation" qui risque d'atteindre les métropoles impérialistes elles-mêmes.

En apportant un soutien actif aux massacres au Salvador, c'est un avertissement limpide que Reagan adresse aux ouvriers des deux Amériques : "Pas de terrorisme -entendez pas de luttes contre l'aggravation des conditions d'existence- sinon je n'hésiterai pas à faire donner la répression". Et pour être sûr que ce message sera bien compris, qu'il ne sera pas interprété comme une "coup de gueule" sans lendemain d'un ancien cow-boy, Reagan a pris le soin de s'assurer le soutien de Trudeau, premier Ministre du Canada (au départ réticent), en même temps qu'il appelle les gouvernements européens à suivre l'exemple de son acolyte canadien. C'est à l'échelle de tout le bloc américain que la bourgeoisie se donne comme tâche de maintenir l'ordre social.

C'est également à l'échelle de tout le bloc que la gauche ("Internationale Socialiste", Willy Brandt en tête) "proteste" contre cette politique de Reagan et qu'elle apporte son soutien à l'opposition "démocratique" du Salvador. Pour elle, toutes les occasions sont bonnes (surtout maintenant que ses déclarations sont destinées à rester platoniques) pour tenter de détourner le mécontentement ouvrier vers les impasses de la "défense de la démocratie" et autres thèmes bourgeois. C'est là une des façons par lesquelles la gauche bourgeoise s'attache dans "l'opposition" à saboter les luttes du prolétariat.

Au Salvador, les USA massacrent pour l'exemple. Cette réalité montre à l'évidence que ce n'est pas au Salvador que résident les forces capables de freiner ce massacre. Si les USA peuvent se permettre en toute impunité un tel massacre, c'est parce que le prolétariat est localement très faible, quantitativement et politiquement, mais surtout parce que le prolétariat des grandes métropoles industrielles et notamment le prolétariat américain est encore trop passif.

Ce qui peut freiner le massacre, empêcher la bourgeoisie américaine de manoeuvrer comme elle l'entend au Salvador, c'est la lutte internationale de la classe ouvrière.

La répression au Salvador, destinée à servir d'avertissement au prolétariat d'Amérique Latine surtout et du monde entier en général est le corollaire de la politique d'austérité draconienne mise en place par le gouvernement républicain contre les ouvriers d'Amérique. C'est de la capacité du prolétariat américain à réagir à cette attaque, à lutter contre l'offensive de la bourgeoisie contre son niveau de vie, que dépend la capacité de la bourgeoisie à manier le fusil et la matraque.

Le prolétariat mondial est un tout, sa lutte est un tout. De la lutte du prolétariat des pays industrialisés, là où il est le plus concentré, dépend en grande partie le destin des fractions plus isolées et plus faibles du prolétariat mondial.

Ce n'est pas dans la lutte illusoire pour la défense de la démocratie que se dessine la fin de la répression au Salvador, mais dans la lutte intransigeante de tout le prolétariat mondial contre les conditions de misère grandissante que veut lui imposer la bourgeoisie.

Plus que jamais, l'alternative "socialisme ou barbarie" est à l'ordre du jour. La bourgeoisie aujourd'hui au Salvador nous montre ce qu'est sa barbarie, au prolétariat mondial d'y mettre fin en réalisant le socialisme.

J.J.

# le pci tombe dans le piège de l'anti-fascisme

● Le Parti Communiste International (Le Prolétaire) veut bien se proclamer le dépositaire authentique de la tradition de la gauche communiste d'Italie, celle du grand révolutionnaire Amadeo Bordiga. C'est ainsi que sur la question de l'anti-fascisme sa position est en principe claire : l'anti-fascisme est de nature bourgeoise. Pour le prolétariat, il n'y a aucune possibilité de lutte contre le fascisme sinon sa lutte autonome de classe contre la démocratie bourgeoise et le capitalisme. Par ailleurs, le PCI se situe bien dans la tradition de la gauche communiste, italienne ou autre d'ailleurs, en dénonçant généralement les partis de gauche à la Noske et à la Marchais, ainsi que leurs syndicats, comme l'aile gauche de la bourgeoisie, c'est à dire comme bourgeois et ennemis de classe du prolétariat.

Pourtant quelle n'a pu être la stupeur du lecteur fidèle des publications de ce groupe, en tombant, à l'occasion de l'article paru dans l'édition n°332 du Prolétaire, relatif au putsch militaire en Espagne, sur la phrase suivante : *"Dans la nuit du 23 au 24 février, les Commissions Ouvrières et l'UGT ont "fait appel* (le Prolétaire cite ici le quotidien ibérique El Pais) *au calme des travailleurs comme de tous les citoyens et ont réaffirmé leur appui total au roi, au parlement et à toutes les institutions démocratiques" , laissant ainsi le prolétariat à la merci du bon vouloir de ses ennemis de classe"*.

A juste raison, le lecteur a pu se demander, là, si le PCI ne passait pas des positions de la gauche communiste à celle des trotskystes, car cette façon d'interpeler la gauche sur ses manquements vis-à-vis de la classe ouvrière, est bien celle des trotskystes, ces enragés du front anti-fasciste que dénonce par ailleurs si bien le PCI dans le numéro suivant de son journal, dans l'article contre la LCR.

L'histoire dira s'il ne s'agit que d'une maladresse d'expression. Mais en tous cas, l'impression fâcheuse de cette phrase ne fait que confirmer le sentiment général qu'inspire l'article qui la contient, qui, en substance, croit voir dans le coup du 23 février la marque du franquisme. On ne peut que constater que plus de trente ans de défense continue des positions de la gauche communiste sur la question du fascisme n'aboutissent aujourd'hui qu'à faire tomber le PCI dans les plus gros panneaux anti-fascistes tendus par la bourgeoisie. De quoi faire se retourner Bordiga dans sa tombe !

# COURRIER DES LECTEURS

DANS LA PERIODE ACTUELLE, LES ELEMENTS REVOLUTIONNAIRES SUBISSENT ENCORE, D'UNE FACON OU D'UNE AUTRE, LA SITUATION DIFFICILE DE L'ISOLEMENT ET DE LA DISPERSION.
NOUS VOUDRIONS QUE NOTRE JOURNAL SOIT UN DES MOYENS POUR DEPASSER CELLE-CI, D'UNE DISCUSSION PLUS VIVANTE.
A NOS LECTEURS, A TOUTE PERSONNE INTERESSEE PAR LA POLITIQUE REVOLUTIONNAIRE, NOUS LEUR DEMANDONS DE NOUS ENVOYER LEURS REMARQUES, LEURS CRITIQUES, LEURS SUGGESTIONS.

ECRIRE : B.P. 581, 75 027
PARIS CEDEX 01.

● Nous publions ci-dessous des extraits d'une lettre d'une lectrice qui relate une expérience de contact avec l'organisation Lutte Ouvrière et qui s'attache à analyser le rôle de LO par rapport à la politique actuelle du PCF.

Outre la dénonciation de pratiques d'organisation vides de toute discussion, visant à faire des "militants" des pions disciplinés et passifs, la lettre illustre surtout comment, par cette "pratique", une telle organisation fait en sorte que des individus qui "ont compris que la solution aux problèmes qu'ils se posent ne se trouve pas au PC, mais sans savoir pourquoi", "ne le sachent jamais".

*"LO essaye de faire entrer dans son organisation des individus qui comprennent qu'ils ne doivent pas rester démobilisés face à la catastrophe vers laquelle le capitalisme entraîne l'humanité. Beaucoup parmi ces individus ont compris également que la solution aux problèmes qu'ils se posent ne se trouve pas au PC. Mais sans savoir pourquoi. LO se charge de faire en sorte qu'ils ne le sachent jamais et qu'ils ne comprennent rien à la lutte de classe, qu'ils ne cherchent jamais à se situer par rapport à elle, car LO se présente d'emblée comme parti ouvrier et en met plein la vue avec son activisme au niveau des "boites".*

La politique d'une organisation comme LO ne vise qu'à enrayer la clarification des intérêts de la classe ouvrière, à empêcher que la "méfiance" et le plus souvent le désintérêt général que rencontrent les soi-disant partis et syndicats "ouvriers", de la part de ceux qu'ils prétendent "défendre", "organiser", "diriger" -les ouvriers- ne puissent déboucher sur la compréhension que ces partis et syndicats font partie intégrante, sont un pilier fondamental, de l'ordre capitaliste.

Leur méthode organisationnelle et leurs attitudes dans leur rapports avec leurs "sympathisants" que décrit la première partie de la lettre, sont la traduction pratique de leur rôle social et politique.

*"LO fait des pieds et des mains pour s'infiltrer dans la classe ouvrière, pour se mettre en odeur de sainteté auprès des ouvriers, mais LO est un représentant des intérêts bourgeois.*

*Avec un discours tortueux, des critiques du PC, une phraséologie révolutionnaire, LO attire à elle des individus qu'elle s'empresse de ronger, de transformer en marionnettes obéissantes dépourvues d'esprit critique, et cela grâce à des méthodes qui font penser à certains lavages de cerveaux. Ses militants mènent une vie de secte, de troupeau, où chacun surveille les autres, se crève à des petites tâches qui prennent du temps et de l'énergie mais ne servent pas à grand chose sinon à obtenir de l'avancement dans l'organisation. Le tout arrosé de la grande joie de se savoir militant, d'avoir donc bonne conscience en toutes circonstances."*

Les tâches que se donne une organisation politique déterminent sa structure interne, et les structures bureaucratiques et manoeuvrières des organisations gauchistes ne font que révéler les tâches contre-révolutionnaires de ces organisations.

*"...c'est pleine de bonne volonté que j'ai commencé ce que je croyais être une formation politique. Au début, cela s'est bien passé. Sachant peu de choses, les discussions m'apportaient une vision inconnue pour moi de certains problèmes, comme par exemple le mythe Allende ou Guevara qui étaient pour moi des "héros de la révolution", et j'apprenais ce qui me semblait être beaucoup.*

*Petit à petit, mon enthousiasme s'est calmé, a disparu ; la méfiance et le doute se sont installés. Je n'apprenais plus rien. Je voyais toujours l'unique militant qui était chargée de me suivre. Elle m'apportait avec régularité des romans qui ne m'apprenaient rien. L'aspect ridicule de l'organisation (ambiance perpétuelle de conspiration, pseudonymes dans lesquels tout le monde s'embrouille, etc...) ne m'amusait plus. Je commençais même à devenir assez nerveuse dans la mesure où je me sentais perpétuellement surveillée, "fliquée" dans ma vie privée.*

Comme le montre la lettre sur la question des immigrés, dans l'appui critique de LO au PC, si la "critique" n'est que de la phraséologie et du vent, l'"appui" est par contre bien réel en pratique :

*"Tout le monde est en train de faire grand tapage ces temps-ci autour de la politique du PCF. On peut se demander ce que cherche le PC en agissant de façon aussi voyante et cynique à l'encontre de la classe ouvrière, par l'intermédiaire de ses maires, syndicalistes, et autres valets.*

*On peut se demander aussi pourquoi un groupe comme LO cherche à minimiser les scandales du PC, à défendre la politique des staliniens, quitte à trouver des arguments aussi aberrants que celui qui a été utilisé dans "Lutte de Classe" de février 81 : le PC aurait honte de ne pas être raciste, et fait semblant de l'être !*

*Cette organisation demande à ses militants d'expliquer à la classe ouvrière que le PC a tout à fait raison de parler de seuil de tolérance raciale, que le PC a raison de refuser 300 travailleurs de plus dans une de ses communes, car ces travailleurs ne sont pas français... mais qu'il n'aurait pas du le faire ! LO veut aussi que la classe ouvrière comprenne bien que le PC a raison de vouer à la vindicte "populaire" un immigré qu'une délation forcée a désigné comme vendeur de haschish; mais pour LO, il n'aurait pas du mettre toute la famille dans le même sac et... il aurait du dénoncer d'abord les racistes... !*

*LO approuve pleinement la politique de division du PC. LO va même plus loin : LO se charge de défendre le PC là où il semblait indéfendable. LO accuse tous ceux qui dénoncent le PC dans ses actes d'être au service de la bourgeoisie contre la classe ouvrière. Les victimes des agissements du PC appartenant toutes à la classe ouvrière n'ont donc pas à se plaindre, elles nuisent déjà suffisamment au PC comme cela ! (le PC étant victime d'après LO de sa politique "pro-immigrés" !).*

*Tous ceux qui soutiennent le PC acceptent d'entretenir et d'aggraver la division de la classe ouvrière et d'utiliser les moyens qui servent à l'écraser et l'empêcher de lutter : démocratie bourgeoise et syndicalisme. Tous ceux qui veulent faire croire à la classe ouvrière qu'il est possible d'utiliser les élections et les syndicats pour défendre ses intérêts, pour s'exprimer ou prendre le pouvoir, tous ceux là ont bien choisi leur place dans la lutte de classe. Et leur place n'est pas du tout aux côtés de la classe ouvrière. Ils se disent ouvriers, révolutionnaires, ils agissent bien en son sein, mais ils agissent contre elle.*

ooOoo

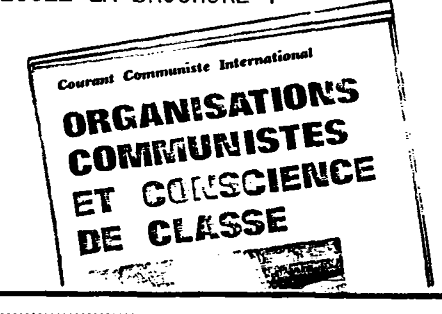
Cette attitude n'est pas nouvelle ; elle fonde au niveau théorique sa légitimité "révolutionnaire" par la référence à Trotsky -notamment ses positions dans les années 30 prônant des tactiques d'appui aux partis "ouvriers" jusqu'à faire entrer les militants dans la Social-Démocratie. Nous ne développerons pas ces questions ici ; disons simplement que ces tactiques lamentables de l'opposition de Trotsky amenèrent ce courant au naufrage et au passage définitif dans le camp de la contre-révolution, avec, entre autres, l'appui au gouvernement républicain en Espagne en 1936 puis l'appui et la participation à la deuxième guerre mondiale dans un des camps impérialistes.

Mais si au début des années 30, dans la confusion régnante, ces positions pouvaient être considérées comme un "naufrage" d'un courant encore ouvrier, aujourd'hui, le bavardage qui tient lieu de théorie à des organisations comme LO ne sert qu'à couvrir leur tâche véritable de dévoiement de la combativité ouvrière. Pour mener à bien cette tâche, LO comme ses organisations-soeurs, happe les individus dans l'activité sur "la boîte". Ce "militantisme" n'a pour fonction que de donner l'illusion de "faire quelque chose" et d'épuiser les énergies qui peuvent surgir.

Depuis la reprise prolétarienne internationale de la fin des années 60, l'activité de ce type d'organisations parmi les ouvriers a eu pour conséquence de dégoûter de toute politique des centaines d'individus, d'embrouiller et d'entraver la compréhension et l'activité dans la lutte de la classe ouvrière.

Le prolétariat, pour mener à bien sa lutte pour la révolution communiste, devra se débarrasser des scories de la contre-révolution dont le trotskysme fait partie.

LISEZ LA BROCHURE :




# KRONSTADT

*SUITE DE LA PAGE 8*

L'idée que le stalinisme est un exemple de socialisme, un produit direct de la révolution d'octobre devait semer une confusion et une démoralisation profonde dans la classe ouvrière du monde entier. Nous vivons encore les conséquences de cette hideuse distorsion de la réalité : un désenchantement profond et généralisé pour l'idée d'une révolution communiste.

Un argument de ce type ferait probablement bondir tout trotskyste "orthodoxe" pour qui les régimes staliniens sont des "Etats ouvriers", certes avec une"déformation bureaucratique", mais qui ont nationalisé une large part de l'économie. De ce fait, ils valent sûrement mieux qu'une réaction blanche. Pour que l'Etat stalinien garde son contrôle sur l'économie russe, les trotskystes pensent que le sacrifice de millions de vies ouvrières valait la peine. Et pas seulement les morts de Kronstadt, mais aussi tous ceux qui sont restés dans les purges et les camps de travail staliniens, et les millions supplémentaires de morts pour la défense du soit disant "Etat ouvrier" dans la seconde guerre mondiale. Tout cela montre bien que le trotskysme est bien le petit frère du stalinisme, et qu'il a eu sa part dans la déroute des idées du socialisme et de la révolution ouvrière.

Certains trotskystes reconnaissent aujourd'hui que la Russie est devenue capitaliste d'Etat avec la période stalinienne. Mais ils continuent à dire, avec un tremblement dans la voix, que l'écrasement était un "mal nécessaire". Si la Russie est de toutes façons revenue au capitalisme, qu'a donc sauvé l'action sanglante des bolcheviks ? La seule façon d'expliquer cette théorie apparemment inconsistante est de voir qu'ils partagent avec les autres variantes staliniennes et trotskystes une même conception de la classe ouvrière : dans aucun cas, on ne peut faire confiance à la classe pour se gouverner elle-même. Il faut que le parti lui apporte le socialisme. L'appel des insurgés de Kronstadt : "Le pouvoir aux conseils, pas au parti" doit effectivement résonner à leurs oreilles comme un blasphème.

C'EST LA VISION BOURGEOISE DE LA CLASSE OUVRIERE. ELLE NE CONSIDERE PAS LA CLASSE OUVRIERE COMME LA CLASSE QUI PORTE LE COMMUNISME, COMME LE FONT LES REVOLUTIONNAIRES. ELLE VOIT LA CLASSE COMME UN TROUPEAU D'IDIOTS DESORDONNES, PEU DIGNES DE CONFIANCE ET INCULTES, QU'ON DOIT DIRIGER A COUPS DE PIEDS DANS LE DROIT CHEMIN SI ON VEUT EN TIRER QUELQUE CHOSE DE BON.

## LES LEÇONS REELLES

On peut nous objecter que la prochaine révolution sera différente de la première et qu'il n'y aura pas de répétition de la débacle de Kronstadt.

Il est vrai que dans la vague révolutionnaire à venir la question que le parti prenne le pouvoir à la place de la classe ne se posera peut-être pas de façon aussi sérieuse. L'expérience des partis politiques que les ouvriers ont accumulée depuis la révolution russe, et les leçons tirées par les révolutionnaires eux-mêmes engendreront une méfiance extrême à l'égard de toute délégation du pouvoir des ouvriers à une quelconque minorité politique.

Mais cela ne veut pas dire que la mentalité substitutionniste qui s'est manifestée dans la réponse des bolcheviks à Kronstadt ne sera plus un danger dans la révolution à venir. La MENTALITE SUBSTITUTIONISTE EST BASEE SUR UN MANQUE DE CONVICTION SUR LES CAPACITES REVOLUTIONNAIRES DE LA CLASSE, et elle tend à réapparaitre CHAQUE FOIS QUE LA CLASSE S'AFFAIBLIT OU RECULE. Chaque fois que la révolution semble s'immobiliser, que des secteurs de la classe perdent de vue ce pour quoi ils se battent, chaque fois que l'enthousiasme révolutionnaire semble déserter la majorité des ouvriers, chaque fois, l'idée ressurgira que le socialisme doit être imposé aux ouvriers qu'ils le comprennent ou non. Même si le parti lui-même évite de tomber dans ce travers et continue à le combattre, cette tendance peut très bien se manifester dans l'APPAREIL D'ETAT -chez les administrateurs et les militaires provisoirement nécessaires. Ces éléments -bureaucrates potentiels- tendront à voir la révolution comme un problème de décrets étatiques et de plans à respecter, et ils ne seront pas en mesure de manifester beaucoup de patience pour les hauts et les bas de la conscience et de la créativité de la classe ouvrière.

Aussi, bien qu'il puisse y avoir moins de danger que le parti se substitue à la classe dans la prochaine révolution, l'autre leçon fondamentale de Kronstadt reste plus actuelle que jamais : NE TOLERER SOUS AUCUN PRETEXTE QUE L'ETAT SE SUBSTITUE AUX CONSEILS OUVRIERS ; S'ASSURER TOUJOURS QUE L'ETAT EST CONTROLE, SUPERVISE, ET DIRIGE PAR LES CONSEILS OUVRIERS.

Mais la théorie substitutioniste peut très bien aussi montrer le nez dans les CONSEILS OUVRIERS. A certains moments difficiles, certains secteurs de la classe, combatifs mais impatients, peuvent faire l'erreur de FORCER leurs frères de classe, plus hésitants, à les suivre, en utilisant l'exemple de la force plutôt que la force de l'exemple. Là encore, l'expérience de Kronstadt a beaucoup à nous apprendre. L'utilisation de la violence pour régler les conflits entre les secteurs de la classe ouvrière NE RENFORCE JAMAIS L'UNITE ET LA CONSCIENCE DE LA CLASSE. Au contraire, elle ne fait que semer la haine, la méfiance, la division et le découragement.

Quand les bolcheviks ont tiré sur les ouvriers de Kronstadt, ils n'ont pas fait que tuer les ouvriers les plus révolutionnaires de cette ville particulière : ils ont tué l'esprit de la révolution, pour des millions d'autres ouvriers, pas seulement en Russie, mais dans le monde entier. Face à cela, il ne suffit pas de D' ESPERER que de telles tragédies ne se reproduisent plus dans la prochaine révolution. Les révolutionnaires doivent proclamer clairement et à voix haute QUE LA REVOLUTION COMMUNISTE NE PEUT SE GAGNER EN UTILISANT DE TELLES METHODES.

Nous devons systématiquement rappeler à notre classe les évènements qui restent des leçons vivantes et actuelles pour l'avenir. C'est la seule façon d'agir pour que la prochaine révolution ne voit pas se répéter le cauchemar de Kronstadt.

D'après C.D.Ward,
traduit de "World Revolution" N°36.

# Réunions publiques et publications du C.C.I.

## AIX-EN-PROVENCE

*PERMANENCE le 22-4-81, de 19h à 20h au Café "La Madeleine", place des Prêcheurs.*

## BORDEAUX

*REUNION PUBLIQUE le samedi 25-4-81, à 17h, au Café Victor Hugo, 52, cours Victor Hugo, sur le thème : "LA SEULE VRAIE PERSPECTIVE : REPRENDRE ET ETENDRE LES LECONS DES LUTTES EN POLOGNE".*
*PERMANENCE le 10 avril et le 8 mai, de 18h à 19h, même adresse.*

## CLERMONT-FERRAND

*REUNION PUBLIQUE le vendredi 24-4-81, à 20h30, ancien lycée B. Pascal, sur le thème :"QUELLES PERSPECTIVES OUVRIERE DEVANT LA GENERALISATION DU CHOMAGE ?"*
*PERMANENCE samedi 18-4-81, à 14h, Cafétéria "Le Chef", Centre Jaude.*
*DIFFUSION au Marché St Pierre, le samedi 18 avril, de 11 h à 12h.*

## DIJON

*REUNION PUBLIQUE le samedi 9-5-81, à 16h, MJC Maladière , rue Balzac, sur le thème : "CONTRE LES MANOEUVRES DE LA BOURGEOISIE, LUTTE INTERNATIONALE DU PROLETARIAT MONDIAL !".*
*PERMANENCE le 23 avril, de 18h à 19h, au Pavillon St Bernard, Campus Montmuzard (facs).*

## LILLE

*REUNION PUBLIQUE le samedi 11-4-81, à 14h30, 23, rue Gosselet (MNE), sur le thème :"CONTRE LA TERREUR DE LA BOURGEOISIE, VIOLENCE ORGANISEE DU PROLETARIAT. "*
*PERMANENCE les mercredis 1, 15 et 29 avril, de 18h à 20h, même endroit.*
*DIFFUSION au Marché de Wazemmes, le dimanche 12-4-81 de 10h30 à12h.*

## LYON

*REUNION PUBLIQUE le vendredi 8 mai, à 21h, au 3, rue Diderot, Lyon 1er, sur le thème : "FACE AU CHOMAGE, QUELLES PERSPECTIVES POUR LA CLASSE OUVRIERE ? "*
*PERMANENCE les mercredis 22 avril, 6 mai et 21 mai à 18h, même adresse.*

## MARSEILLE

*REUNION PUBLIQUE le vendredi 3 avril, à 21h, au 205, rue Ste Cécile 13005, sur le thème : "CONTRE LE CIRQUE ELECTORAL, LUTTE INTERNATIONALE DU PROLETARIAT."*
*PERMANENCE vendredi 24-4-81, de 18h à 19h, à "l'Artistic Bar", 4 Cours Joseph Thierry (1er).*

## MONTPELLIER

*DIFFUSION à la place du marché, le 11 avril de 10h30 à 12h.*

## NANTES

*REUNION PUBLIQUE le samedi 11-4-81, à 17h, au centre social des Bourderies, Nantes Chantenay, sur le thème : " "KRONSTADT 1921 : LE PARTI ET L'ETAT DANS LA REVOLUTION PROLETARIENNE."*
*PERMANENCE le dernier mercredi du mois, à 20h30, au Bar de l'Hotel de Ville, Chantenay.*
*DIFFUSION au marché de la Petite Hollande, le 2ème samedi du mois, de 10h30 à 11h30.*

## PARIS

*REUNION PUBLIQUE le samedi 11 avril à 17h, au 27, avenue de Choisy (Paris 13ème), sur le thème : "CONTRE LA TERREUR DE LA BOURGEOISIE, VIOLENCE ORGANISEE DU PROLETARIAT."*
*La prochaine réunion publique aura lieu le 9 mai sur la question du chômage.*
*PERMANENCE tous les samedis, sauf celui de la réunion publique, à 16h, même adresse.*

## abonnements

Le coût de plus en plus élevé des envois et l'augmentation du prix de nos publications nous oblige à relever le prix des abonnements :

ABONNEMENTS COUPLES
12 numéros du journal et 4 numéros de la Revue Internationale :

| FRANCE | ETRANGER | PAR AVION |
|---|---|---|
| 85 F | 90 F | 110 F |

ABONNEMENTS SIMPLES
12 numéros du journal :

| FRANCE | ETRANGER | PAR AVION |
|---|---|---|
| 50 F | 55 F | 70 F |

ENVOIS SOUS PLIS FERMES :
ABONNEMENTS COUPLES

| FRANCE | ETRANGER | PAR AVION |
|---|---|---|
| 100 F | 110 F | 130 F |

ABONNEMENTS SIMPLES

| FRANCE | ETRANGER | PAR AVION |
|---|---|---|
| 60 F | 70 F | 90 F |

Abonnements et versements à :
R.I. CCP 2023302 X PARIS

## publications territoriales du CCI

**Accion Proletaria**
Ecrire à l'adresse comme suit :
(sans autre mention)
APARTADO DE CORREOS 19-18
Valencia (Espagne)

**Internacionalismo**
Apartado 20674
Caracas 1020-A
(Venezuela)

**Internationalism**
PO Box 961
Manhattan Station
365,West 125 St;
New York, N.Y. 10027 (USA)

**Internationalisme**
BP 13
Bruxelles 31
1060 Bruxelles

**Internationell Revolution**
Ecrire à l'adresse comme suit :
IR
BOX 21 106, 10031 Stockholm-Suède.

**Rivoluzione Internazionale**
CP 469
80100 Napoli (Italie)

**Wereld Revolutie**
Postbus 11 549
1001 GM AMSTERDAM

**Weltrevolution**
Ecrire à l'adresse comme suit sans autre mention :
Postfach 410308
5000 Köln 41

**World Revolution**
Ecrire à l'adresse comme suit :
BM Box 869
LONDON WC 1 N, 3 XX

## ROUEN

*REUNION PUBLIQUE le samedi 16-5-81, à 14h30, à la Halle-aux-Toiles.*
*PERMANENCE le samedi 25 avril, à 14h30 même adresse.*

## ST ETIENNE

*REUNION PUBLIQUE le samedi 16-5-81, à 14h30, au foyer populaire de Vilbenoîte, 17 rue des Teinturiers, sur le thème : " QUELLES PERSPECTIVES OUVRIERES FACE A LA GENERALISATION DU CHOMAGE ?"*

## TOURS

*REUNION PUBLIQUE le samedi 25-4-81, à 17h, au 43 rue Lamartine, sur le thème : "KRONSTADT 1921 : LE PARTI ET L'ETAT DANS LA REVOLUTION PROLETARIENNE."*

## TOULOUSE

*REUNION PUBLIQUE le vendredi 24-4-81, à 21h, Cité universitaire de l'Arsenal, bâtiment C, sur le thème : "APRES LES ELECTIONS, TOUJOURS PLUS DE CHOMAGE ET D'AUSTERITE, LES ELECTIONS N'EVITERONS PAS LA LUTTE A LA CLASSE OUVRIERE. "*
*PERMANENCE tous les vendredis à 18h30 au bar "Le Colbert", avenue St Exupéry (Pont des Demoiselles).*
*DIFFUSION au marché sur le boulevard (près de la place Jeanne d'Arc), les 2ème et 4ème dimanches de chaque mois et au marché aux puces (St Sernin) le 2ème dimanche du mois, de 11H à 13h.*

## lisez la:

Courant Communiste International
Revue Internationale
trimestre 1979/6fr./50 fb.

REVUE INTERNATIONALE N°25

- *SALVADOR, ESPAGNE, POLOGNE : Face à la menace prolétarienne, la bourgeoisie se prépare.*
- *"L'ARISTOCRATIE OUVRIERE"*
- *LA QUESTION SYNDICALE APRES 1920 (2)*
- *REPONSE AU COMMUNISME DE CONSEIL*
- *RUSSIE 1917 ET ESPAGNE 1936 (Critique du FOR)*
- *CRITIQUE DE "LENINE PHILOSOPHE" (Internationalisme 1948)*

*Collections de R.I.*
*Des collections du journal "Révolution Internationale" sont disponibles :*
*Du n°22 au n°46 : 30 F*

Directeur de Publication : D.Van Celst
N° de Commission Paritaire : 54 267

Diffusé par les N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin, 4, passage Dieu Paris 20ème.

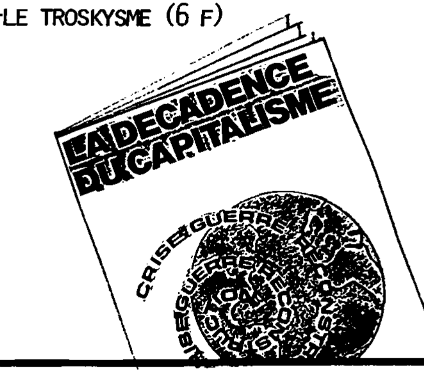
## Révolution Internationale

Nouvelle adresse postale :
Indiquer impérativement :
RI
BP 581
75 027 Paris Cedex 01

## brochures

- LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIÈRE (4 F)
- NATION OU CLASSE (4 F)
- PLATE-FORME DE REVOLUTION INTERNATIONALE (4 F)
- RUPTURE AVEC LUTTE OUVRIÈRE ET LE TROSKYSME (10 F)
- ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE (4 F)
- LA DECADENCE DU CAPITALISME (8 F)

NOUVEAU :
- LE TROSKYSME (6 F)




# ELECTIONS

*SUITE DE LA PAGE 2*

contre la seule perspective que celui-ci nous propose : la guerre mondiale.

La lutte à laquelle ils nous appellent, sous leur direction, dans leur orientation, dans leur esprit étroit, nationaliste, corporatiste, régionaliste, et même raciste n'est pas la nôtre. Et ce n'est pas pour rien que ces appels ne soulèvent aucun enthousiasme. Leur "lutte" est fondée sur notre passivité, notre désunion, notre manque de pensée et réflexion collectives. Leur "lutte" ne sort en rien de la logique du capitalisme où nous ne sommes que bons à être exploités.

On connaît les résultats des luttes lorsque "nos" syndicats les dirigent ! Depuis 78, Terrin, Manufrance, tous les mouvements "radicalement" organisés par les syndicats ont abouti à des impasses. En 79, la lutte des ouvriers à Longwy, à Denain a été un phare lumineux pour tous les ouvriers, tant que les sidérurgistes prenaient leur lutte en main, débordaient les syndicats. Dès qu'ils ont laissé les syndicats remettre leur main sur la lutte, avec leurs tristes mots d'ordre régionalistes ("sauver la Lorraine" !), leurs journées "ville morte" et leur corporatisme (une affaire de "sidérurgistes"), la lumière s'est éteinte ; le mouvement liquidé en quelques semaines.

### CE QUE NOUS POUVONS, CE QUE NOUS DEVONS FAIRE.

Les élections ne vont pas arrêter la crise économique. La farce électorale ne servira, une fois de plus, qu'à prétendre donner une soi-disante "légitimité populaire" à la dictature du capital.

Au lendemain même des promesses, c'est toute une série de nouvelles attaques que la bourgeoisie va déclencher : licenciements, réduction des dépenses sociales, baisse du pouvoir d'achat, répression, contrôles policiers.

IL NE FAUT PAS SE FAIRE D'ILLUSIONS. Quoi que racontent les uns et les autres, personne ne va défendre les travailleurs. La réalité est simple : ou bien les exploités prennent eux-mêmes leurs affaires en main, ou bien ce sera la misère, l'oppression et, au bout, la barbarie de la guerre mondiale.

IL NE FAUT PLUS SE FAIRE D'ILLUSIONS: l'unité des travailleurs ne sera jamais l'oeuvre ni des syndicats, ni des partis de gauche. Seuls les travailleurs, par eux-mêmes, brisant les barrières corporatistes, raciales, nationales, peuvent forger, dans la lutte, cette unité. Cette unité sans laquelle rien ne leur est possible. Cette solidarité avec laquelle ils devront un jour bâtir un nouveau monde.

Courant Communiste International.10-3-81

# ESPAGNE

*SUITE DE LA PAGE 5*

droite aux PC, tente de faire tomber le prolétariat. Il doit de toutes façons être clair pour la classe ouvrière que jamais la démocratie bourgeoise n'est une garantie contre la répression. C'est tout le contraire qui est vrai : la démocratie est toujours le meilleur cadre de repression anti-ouvrière pour la bourgeoisie, car il allie l'arme de la mystification idéologique à celui du bras armé des flics et de la soldatesque. Le prolétariat espagnol est le mieux placé pour rappeler cette vérité à ses frères de classe du monde, lui qui, en mai 1937, n'a pas été massacré par les fascistes, mais par les démocrates et tous les anti-fascistes.

Mx.

# LE SOULEVEMENT DE KRONSTADT

## 1921: LES ANNEES DE DEFAITE

En 1917-19, les conseils ouvriers avaient pris le pouvoir en Russie, et ils étaient en train de s'étendre dans toute l'Allemagne. Mais en 1921, ces espoirs avaient été sapés par toute une série de défaites en Allemagne, Hongrie, Italie, Grande-Bretagne, et ailleurs.

Les grèves de masses et les soulèvements n'avaient pas réussi à créer une autre avancée de pouvoir des ouvriers qui aurait pu venir en aide aux conseils de Russie. Pendant ce temps, le pouvoir des conseils en Russie, isolé , était ébranlé par la guerre civile, la famine et le désastre économique. Dans ces conditions, la vie des conseils ouvriers commença à refluer et le pouvoir devint de plus en plus concentré dans la machine étatique. Le parti bolchevik, qui en 1917 avait appelé à "tout le pouvoir aux soviets" s'empêtrait dans cet appareil de plus en plus bureaucratique qui réduisait les conseils à de simples bureaux d'enregistrement de la politique de l'Etat.

En mars 1921, faisant suite à une série de grèves dans d'autres régions du pays, éclate une révolte des ouvriers et des marins de Kronstadt, qui demande : "*le pouvoir aux soviets, la liberté de mener une agitation politique, la libération des prisonniers politiques de la classe ouvrière, l'expulsion de la police hors des usines, et sur le front économique, ils demandent un relâchement de l'emprise étatique rigide de la période d'économie de guerre.*"A ce mouvement,"l'Etat ouvrier" répondit par l'envoi de l'armée rouge contre "ce complot de la réaction blanche". Des milliers d'ouvriers furent massacrés, arrêtés, déportés.

Dans cet article, nous ne pourrons pas rentrer dans le détail des événements de Kronstadt. Nous l'avons déjà fait dans la Revue Internationale N°3. Nous voulons plutôt parler des nombreuses interprétations fausses de la révolte de Kronstadt, et voir ce que ces événements peuvent nous enseigner pour la révolution de demain.



*La cavalerie de l'Armée Rouge lance l'assaut contre Kronstadt, 17 mars 1921*

> "LE PARTI COMMUNISTE, MAITRE DE L'ETAT, S'EST DETACHE DES MASSES; IL S'EST MONTRE INCAPABLE DE SORTIR LE PAYS DE SON CHAOS. DE MULTIPLES INCIDENTS SE SONT RECEMMENT PRODUITS A PETROGRAD ET A MOSCOU, QUI MONTRENT CLAIREMENT QUE LE PARTI A PERDU LA CONFIANCE DES MASSES OUVRIERES. LE PARTI IGNORE LES REVENDICATIONS DE LA CLASSE OUVRIERE, PARCE QU'IL CROIT QUE CES REVENDICATIONS SONT LE PRODUIT D'ACTIVITES CONTRE-REVOLUTIONNAIRES. EN CELA, LE PARTI SE TROMPE PROFONDEMENT."
>
> *citation du journal du comité révolutionnaire provisoire de Kronstadt, le 3 mars 1921.*

## LES FAUSSES ANALYSES

### LES LIBERAUX

Puisque nous vivons sous le règne de la "démocratie libérale occidentale", commençons par l'explication classique de la révolte des "libéraux". La vision libérale est que Kronstadt fut la première d'une longue série de révoltes du "peuple" contre le "communisme totalitaire", série qui va jusqu'au soulèvement hongrois en 56 et à la Pologne aujourd'hui.

Le but de cette vision n'est pas de prouver que les surgissements populaires sont une bonne chose, mais de MONTRER QUE LE MARXISME MENE TOUJOURS AU STALINISME, que le parti bolchévik de 1917-21 était de la même veine que les partis communistes actuels, et surtout, QUE LES REVOLUTIONS NE PEUVENT ABOUTIR QU'A UNE CHOSE : LE REMPLACEMENT D'UNE DICTATURE PAR UNE NOUVELLE, souvent pire. Le message des libéraux, qui peuvent afficher une sympathie empreinte de pitié, est essentiellement celui-là. QUELS QUE SOIENT LES MAUX DONT VOUS SOUFFREZ, UNE REVOLUTION NE PEUT QU'EMPIRER LES CHOSES.

Cette vision, que l'on retrouve dans les manuels d'histoire, s'appuie sur un dogme religieux : l'humanité est si dépravée qu'elle ne peut espérer se libérer par ses propres efforts. Elle rejette l'idée qu'il soit possible d'expliquer le succès ou l'échec des revolutions passées d'après les conditions historiques dans lesquelles elles se trouvaient. Pour elle, le massacre de Kronstadt ne fut pas le RESULTAT DE L'ISOLEMENT DE LA REVOLUTION RUSSE, LA CONSEQUENCE DU FAIT QUE LA DEMOCRATIE OUVRIERE SUFFOQUAIT, ET DES ERREURS POLITIQUES DU PARTI BOLCHEVIK, en particulier celle qui consistait à penser que le parti devait exercer le pouvoir à la place de la classe, et contre elle si nécessaire.

### LES ANARCHISTES

Trotsky disait que "l'anarchisme, c'est du libéralisme, sans la police."

Et, très certainement, les anarchistes, qui revendiquent Kronstadt comme LEUR révolte, leur preuve irréfutable contre le "marxisme", le "léninisme" et le "communisme autoritaire", parlent de Kronstadt dans des termes qui ne sont pas si différents de ceux des libéraux.

Pour eux, le fait que ce soit le parti bolchevik qui contrôlait l'Etat qui a écrasé Kronstadt est la preuve que tous les partis marxistes sont essentiellement répressifs, que toutes les dictatures (des ouvriers ou d'autres) sont moralement mauvaises, et que l'Etat est une chose qu'il faut éviter à tout prix. COMME LES LIBERAUX LES ANARCHISTES GEIGNENT : VOUS VOYEZ, VOILA OU CONDUIT LE MARXISME.

Bien sûr, ils ne disent pas, comme les libéraux : ne faites pas la révolution. Mais ce qu'ils disent, c'est : faites une révolution sur une base fédérale, anti-étatique. En d'autres termes : FAITES UNE REVOLUTION QUI EST PERDUE D'AVANCE. Le fédéralisme n'est d'aucune utilité à la révolution prolétarienne, parce qu'elle doit établir L'AFFIRMATION CENTRALISEE DE SA PUISSANCE POUR BATTRE UN ENNEMI QUI, LUI, EST HAUTEMENT CENTRALISE.

L'anti-étatisme abstrait de l'anarchisme n'est pas plus utile. Si l'Etat de la période de transition du capitalisme au communisme sera un "mal nécessaire", il sera cependant nécessaire aussi longtemps que la société comportera encore des divisions en classes. Et quand les anarchistes demandent aux ouvriers de faire une révolution sans théorie marxiste et sans parti marxiste, ils demandent aux ouvriers de faire une révolution sans clarté politique, sans méthode et sans organisation pour mieux cerner les buts et les moyens de la révolution.

Et, comme les libéraux, LES ANARCHISTES MONTRENT PEU D'INTERET POUR L'ANALYSE DES TRANSFORMATIONS MATERIELLES REELLES QUI ONT RENDU LA REVOLTE DE KRONSTADT POSSIBLE: expliquer comment le pouvoir des conseils a décliné et comment le parti bolchevik a dégénéré. Occupés à prouver que le bolchevisme a toujours été contre-révolutionnaire, ils expliquent l'intransigeance de la défense du pouvoir des conseils par les bolcheviks en 17 comme une conspiration: ce n'était qu'une tactique des bolcheviks pour accéder eux-mêmes au pouvoir. Et pourquoi faisaient-ils cela? Parce que tous les partis se conduisent ainsi: Nous revenons à l'argument du péché originel, attribué cette fois aux seuls partis. Naturellement, les anarchistes N'ONT JAMAIS TENTE D'EXPLIQUER POURQUOI C'EST L'ENSEMBLE DE LA CLASSE OUVRIERE D'ALORS, et pas seulement le parti bolchevik, QUI PENSAIT QUE C'ETAIT LE PARTI QUI AVAIT LA TACHE DE PRENDRE LE POUVOIR. Ils ne parlent pas des effets corrosifs qu'a eu sur le mouvement ouvrier la période social-démocrate, qui a conduit les ouvriers à penser que les conseils devaient fonctionner comme des parlements bourgeois. Ils ignorent aussi qu'en 1921, un parti MARXISTE, le parti communiste ouvrier d'Allemagne (KAPD) avait déjà commencé à mettre en question cette vision, insistant sur le fait que le pouvoir devait être exercé DIRECTEMENT par les conseils et non délégué à un parti.

Les anarchistes ne voient pas que c'est l'isolement de la révolution, et la baisse de l'activité de la classe qui en a suivi, qui a permis aux erreurs des bolchéviks d'être aussi fatales. On peut penser que si la révolution s'était étendue et épanouie, ces erreurs auraient pu être clarifiées et dépassées par le mouvement prolétarien international.

Tous ceux qui voient la révolte de Kronstadt comme le produit inévitable du bolchévisme s'ôtent toute possibilité d'apprendre quelque-chose de ces événements. Kronstadt fut une tragédie parce QU'ELLE SE SITUAIT A L'INTERIEUR DU CAMP PROLETARIEN. Une des principales leçons à garder de Kronstadt est QU'UN PARTI DE LA CLASSE OUVRIERE NE DEVRA PLUS JAMAIS SE RETROUVER DANS UNE SITUATION OU IL PUISSE PENSER QUE LA SEULE FACON DE DEFENDRE LA REVOLUTION SOIT DE MASSACRER UNE PARTIE DES SECTEURS LES PLUS COMBATIFS DE LA CLASSE QU'IL DEFEND.

### LES STALINIENS ET LES TROTSKYSTES

Ensuite, il y a ceux, -la majorité de la soi -disant "gauche"- qui applaudissent carrément à ce qu'ont fait les bolcheviks en 1921 à Kronstadt.

Il y a les staliniens, flanqués de trotskystes jusqu'au-boutistes de la défense de l'URSS (comme la Ligue Spartaciste) qui se contentent de répéter les calomnies du gouvernement de l'époque : la rébellion de Kronstadt n'était qu'un complot de russes blancs et cette racaille n'a eu que ce qu'elle méritait. Et ils ne cachent pas qu'ils sont prêts à recommencer demain.

La plupart des trotskystes sont beaucoup plus subtils. L'argument des russes blancs étant trop grossier, ils vous diront que la révolte de Kronstadt était une révolte de PAYSANS contre les rigueurs de l'économie de guerre et donc "OBJECTIVEMENT" contre-révolutionnaire. Certains peuvent même aller jusqu'à vous confesser que les marins et les ouvriers de Kronstadt ETAIENT des marins et des ouvriers, et que c'était une révolte ouvrière. Mais enfin, c'était une "tragique nécessité" Pourquoi? Parce que, si les bolcheviks avaient perdu le contrôle de l'Etat, ils auraient été remplacés par quelque-chose de pire.

Les bolchéviks ont écrasé la révolte de Kronstadt, et pourtant, ils ont été balayés par quelque chose de mille fois PIRE : le stalinisme, le pouvoir absolu de la bureaucratie capitaliste d'Etat. En fait, en écrasant les efforts des ouvriers pour régénérer les conseils, les bolcheviks PREPARAIENT LA VOIE au stalinisme. Ils aidaient à accélérer un processus contre-révolutionnaire qui devait avoir plus de conséquences tragiques pour la classe ouvrière que toutes les "réactions blanches". Si les généraux tsaristes étaient revenus au pouvoir, l'issue aurait été plus claire comme cela a été le cas après la Commune de Paris, où tout le monde pouvait voir que les ouvriers avaient perdu et le capitalisme gagné. Mais le plus terrible de la défaite en Russie fut que la contre-révolution triompha et PRIT LE NOM DU SOCIALISME.

SUITE PAGE 6

***REVOLUTION INTERNATIONALE est la section en france du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL***

*Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.*

*Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :*

- *Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions.Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.*

*La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.*

- *La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.*
- *La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.*
- *Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations".Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.*
- *Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est,Chine,Cuba,etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.*
- *A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.*
- *Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.*
- *Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste: toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.*
- *Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux"fronts populaires","fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.*
- *Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de"soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre,sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".*
- *Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.*
- *NOTRE ACTIVITE*

*L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.*

*L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.*